

Robert Ogman

*Contre la Nation.  
Le mouvement  
antinational  
en Allemagne*



Le livre de Robert Ogman *Against the Nation: Antinational Politics in Germany* (Contre la nation : La politique antinationale en Allemagne) a été publié en 2013 par New Compass Press. Quatre chapitres de cet ouvrage son traduits ici soit :

- Le nationalisme allemand après l'unification
- «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» (*Nie wieder Deutschland !*)
- «Quelque chose de préférable à la nation» (*Etwas besseres als die Nation*)
- et «Perspectives antinationales»

Il faut distinguer en Allemagne les «antinationalistes» (ou «antinationaux») et les «antideutsch», appellations toutes deux revendiquées par les partisans de ces deux courants qui n'ont aucun équivalent en France. Ceux qui souhaitent approfondir leurs connaissances sur les différents courants de la gauche radicale à l'Est et à l'Ouest pourront lire avec profit

- l'article de Raphael Schlembach : «**Vers une critique du communisme antideutsch**» <http://nfnf.eu/spip.php?article716>

– et la thèse de doctorat d'Anne Joly *Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (1985-1999)* : <https://edoc.hu-berlin.de/bitstream/handle/18452/17996/joly.pdf>

Vous pourrez aussi consulter les sites Solitudes intangibles et Palim Psao qui sont les seuls, à ma connaissance, à faire un effort pour sortir du provincialisme franco-centré et de l'arrogance incurables de l'extrême gauche (et de l'anarchisme) gaulois. Solitudes intangibles a traduit des textes de Joachim Brunn et Stefan Grigat ; et le site Palim Psao a publié des articles de Robert Kurz, Karl-Heinz Lewed, Georg Kluda, Bodo Schulze, Anselm Jappe et Claus Peter Ortlieb (et aussi de Moishe Postone : même s'il était de nationalité canadienne, ses positions ont eu une influence importante en Allemagne) qui donnent une idée des débats «outre-Rhin» – même si c'est dans une perspective très spécifique, celle de la «Critique de la valeur».

Yves Coleman, *Ni patrie ni frontières*, avril 2020



# 1.

## Le nationalisme allemand après l'unification

La gauche antinationale<sup>1</sup> a émergé dans la conjoncture politique spécifique de 1989/1990, à travers ses confrontations avec une résurgence nationaliste après la disparition du mur de Berlin. Dans ce contexte, le nationalisme a fortement influencé la politique allemande, nationale et internationale, la société civile et les formes émergentes d'identité collective. Pour comprendre les positions antinationales actuelles, il est donc important d'examiner ces changements sociétaux intervenus début des années 1990.

### **Le nouveau rôle international de l'Allemagne**

La chute du mur de Berlin est souvent citée comme un événement décisif dans le détricotage des problèmes de l'après-guerre. La fin de l'effondrement de l'ordre fondé sur l'affrontement Est/Ouest a fait apparaître une nouvelle conjoncture politique déterminante pour l'avenir de l'ordre européen. Les efforts du chancelier ouest-allemand Helmut Kohl pour fusionner la RFA et la RDA ont joué un rôle central dans la nouvelle configuration de la géographie politique

---

<sup>1</sup> J'ai choisi de traduire ici par «antinationale» alors que j'avais choisi «antinationaliste» dans l'article de Raphael Schlembach : «Vers une critique du communisme antideutsch» <http://nfnf.eu/spip.php?article716> (NdT).

européenne. Dans ce contexte, l'Allemagne est devenue une puissance majeure dans les affaires européennes et internationales.

Les avantages économiques et politiques de l'unification des deux Allemagnes – de l'Ouest (République fédérale d'Allemagne, RFA) et de l'Est (République démocratique allemande, RDA) – ont largement compensé les coûts budgétaires de cette fusion pour l'Etat allemand. Avec l'intégration des territoires de l'ex-RDA, la République fédérale d'Allemagne a acquis *«un marché beaucoup plus vaste et a accru considérablement ses possibilités d'échapper aux rigidités du marché du travail qui avaient affaibli la performance économique allemande, permettant ainsi une nouvelle division du travail où les processus de faible valeur sont externalisés par les entreprises allemandes<sup>1</sup>»*. Parmi les avantages politiques, signalons *«le déplacement plus à l'est des frontières de l'Europe occidentale, et la création d'une zone de stabilité sur le flanc oriental de l'Allemagne<sup>2</sup>»*.

Ces avantages économiques ont poussé la troisième plus grande économie du monde à devenir *«la première puissance au sein de la Communauté européenne<sup>3</sup>»*. De plus, la République fédérale a pris ses distances par rapport à la promotion des intérêts généraux européens, *«et est devenue beaucoup plus disposée à défendre un intérêt national explicite»* dans le domaine de la politique internationale<sup>4</sup>.

Cette expansion territoriale de la RFA et l'accroissement correspondant de son influence politique et économique sur le plan international ont suscité l'inquiétude de certaines des principales puissances politiques, sans parler des pays voisins. La Première ministre britannique Margaret Thatcher et le président français

---

<sup>1</sup> Stephen Padgett, William E. Paterson and Gordon Smith, *Developments in German Politics 3* (Palgrave Macmillan, 2003), p. 11.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 14, souligné dans l'original.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 11.

François Mitterrand ont craint qu'une Allemagne plus puissante ne cherche à reprendre les territoires perdus pendant la Seconde Guerre mondiale, ou qu'elle ne soit trop compétitive sur le plan économique en Europe de l'Est après la chute du rideau de fer<sup>1</sup>, en mobilisant le nationalisme allemand après la unification. En outre, la disparition de l'Union soviétique allait entraîner la perte d'un rempart contre ces possibilités<sup>2</sup>.

En récupérant sa pleine souveraineté (après quatre décennies d'une étroite supervision américano-soviétique) l'Allemagne s'est transformée en une puissance mondiale indépendante.

### **Politique et identité nationales et post-nationales**

L'**unification politique** (c'est-à-dire l'établissement d'un seul Etat-nation allemand à partir de la RFA et de la RDA) a été accompagnée par la réémergence du rôle du «national» dans la vie sociale, politique et économique intérieure. Elle a joué un rôle central dans la reconstruction de l'identité collective allemande et la reformulation concomitante des récits historiques ; un nouveau discours public a été construit pour légitimer certaines mesures politiques et économiques, et délimiter des lignes d'exclusion sociale, y compris le recours à la violence physique dans la société civile contre ceux qui étaient perçus comme des «outsiders».

La conjoncture politique de 1989 a vu l'identité collective se transformer en Allemagne : on est passé de ce que beaucoup ont décrit comme une identité «post-nationale» à une identité «ethnique nationale» affirmative. L'identité collective «post-nationale» s'appuyait sur le rôle international que la RFA jouait à l'Ouest (le

---

<sup>1</sup> Michael Binyon, «Thatcher told Gorbachev Britain did not want German Reunification», *Times Online*, 11 septembre 2009, et Carsten Volkery, «The Iron Lady's Views on German Reunification», *Der Spiegel Online*, 11 septembre 2009.

<sup>2</sup> *Ibid.*

*Westbindung*) et dans la Communauté européenne, ainsi que sur la prospérité économique de la population ouest-allemande.

*«Au cours des décennies fondatrices de la RFA, son identité a été profondément marquée par son engagement en faveur de l'intégration européenne. L'intégration européenne a agi comme une force très puissante sur une Allemagne divisée et vaincue qui cherchait à rétablir sa capacité d'action internationale afin de lever les restrictions qui lui avaient été imposées après la guerre. Elle a vu dans l'intégration européenne une politique qui rendrait ses voisins suffisamment confiants pour qu'ils lèvent ces dispositions. Sa structure économique orientée vers l'exportation a poussé l'Allemagne de l'Ouest à créer des cadres pour ouvrir le commerce au niveau européen<sup>1</sup>.»*

L'identité post-nationale de la population était également liée au «miracle économique» de l'après-guerre.

*«La croissance économique a contribué, sur le plan intérieur, à renforcer l'attachement de la population à la RFA ; d'abord conditionné par le succès économique, cet attachement s'est peu à peu étendu et transformé en une allégeance plus fondamentale envers l'Etat ouest-allemand. Ces attaches étaient "post-nationales" et en partie projetées vers l'"Europe". Cette identité étatique européanisée a trouvé de plus en plus d'écho et renforcé un sentiment d'appartenance, tant au niveau de la masse qu'à celui de l'élite<sup>2</sup>.»*

Si certains mécanismes positifs ont contribué au développement d'une identité post-nationale – y compris l'intégration européenne et la prospérité économique – certaines restrictions négatives ont empêché aussi l'affirmation publique d'une identité nationale allemande en RFA. Cela incluait notamment certains tabous et un certain refoulement, en raison de l'ombre jetée par le lien entre le

---

<sup>1</sup>. Padgett et al., *Developments in German Politics*, p. 10.

<sup>2</sup> *Ibid.* p. 10.



nationalisme allemand et la persécution raciale, le génocide et la conquête militaire pendant la période nazie.

Le processus de dénazification, les programmes de rééducation occidentaux et les procès de Nuremberg et d'Auschwitz ont tous contribué à affaiblir l'affirmation publique d'une identité nationale allemande, même si ces expressions n'avaient pas disparu. De plus, durant les années 1960, la révolte des mouvements étudiants contre les continuités entre la période nazie et la République fédérale d'après-guerre, en particulier en ce qui concerne le personnel de l'Etat et des entreprises, a empêché «le national» de jouer un rôle significatif dans les discours publics sur la légitimation des politiques publiques et de l'identité collective<sup>1</sup>.

Si des efforts pour rétablir une identité nationale affirmative ont été entrepris tout au long des décennies qui ont suivi immédiatement l'après-guerre<sup>2</sup>, c'est la disparition du mur de Berlin qui a modifié le

---

<sup>1</sup> Hans Kundnani, *Utopia or Auschwitz: Germany's 1968 Generation and the Holocaust*, (Hurst C & Co Publishers Ltd., 2009) et Norbert Frei, *1968: Jugendrevolte und Globaler Protest* (Deutscher Taschenbuch Verlag, 2008), pp. 79-88.

<sup>2</sup> L'incident de Bitburg et la querelle des historiens ont été deux événements significatifs durant les années 1980. Le chancelier allemand Helmut Kohl et le président américain Ronald Reagan se rendirent au cimetière militaire de Bitburg en 1985. Cette réconciliation symbolique se déroula devant les tombes des soldats allemands de la Wehrmacht et des SS tombés au champ d'honneur. Quant à la «querelle des historiens», elle fut déclenchée par la tentative des historiens conservateurs de réhabiliter la période du nazisme en présentant le Troisième Reich comme une simple réponse au stalinisme et à l'Union soviétique, et comme une stratégie de défense contre ceux-ci.

terrain, en créant de nouvelles conditions pour un changement sociétal favorable à l'adoption d'une identité nationale affirmative.

### **Unification et identité nationale**

Avec l'effondrement de l'ordre d'après-guerre et l'unification des deux Allemagnes qui s'ensuivit – processus facilité par la disparition du mur de Berlin – «la nation» réapparut rapidement dans les discours publics – et ce phénomène souleva parfois l'inquiétude de la presse internationale. La transformation du mouvement d'opposition est-allemand d'un mouvement démocratique de gauche en un mouvement aspirant à l'unification nationale fut un exemple central, mais souvent négligé, de ce processus de «nationalisation».

Les étudiants, les jeunes et les salariés, qui revendiquaient en Allemagne de l'Est des droits démocratiques fondamentaux tels que la liberté d'expression et la liberté de la presse, souhaitaient aussi créer des syndicats et des organisations de femmes indépendants. La principale organisation, le «Neues Forum», cherchait à mettre en place une pratique démocratique de base pour transformer la structure sociale par le bas.

Le slogan originel du mouvement était «*Wir sind das Volk !*» («Nous sommes le peuple !») : cette déclaration démocratique exigeait que le gouvernement représentât le peuple et fût tenu responsable devant lui. Mais à Leipzig, l'esprit démocratique se transforma rapidement en un mouvement pour la unification nationale sous le slogan «*Wir sind ein Volk !*» (Nous sommes *un seul* peuple<sup>1</sup> !).

Ce conflit au niveau de la société civile entre la revendication initiale de réformes démocratiques et les aspirations ultérieures à la unification nationale fut parallèle au conflit sur le processus de unification politique. Dans un article publié dans *Die Zeit* et qui eut beaucoup d'écho au début des années 1990, le philosophe Jürgen

---

<sup>1</sup> Paul Hockenos, *Free to Hate: The Rise of the Right in Post-Communist Eastern Europe* (Routledge, 1992), p. 42.

Habermas lança un avertissement: l'unification des deux Allemagne était un processus délicat traversé par un conflit avec deux issues possibles<sup>1</sup>.

Selon Habermas, il fallait nourrir et soutenir le «patriotisme constitutionnel républicain<sup>2</sup>» qui s'était développé dans la République fédérale en suivant une méthode démocratique. Cela était possible par le biais d'un référendum, impliquant directement les citoyens de la RFA et de la RDA dans un processus démocratique d'unification. Cette option était constitutionnellement possible en vertu de l'article 146 de la Loi fondamentale (*Grundgesetz*) de 1949.

L'option que préféra cependant le gouvernement d'Helmut Kohl fut celle de l'«annexion» fondée sur l'article 23 de la Loi fondamentale, qui donnait à la RFA le droit d'incorporer «d'autres

---

<sup>1</sup> Jürgen Habermas, «Der DM-Nationalismus», *Die Zeit*, 30 mars 1990.

<sup>2</sup> Selon Sophie Heine, «Le concept de “patriotisme constitutionnel” (Verfassungspatriotismus) avait déjà été formulé par le publiciste Dolf Sternberger en 1979, dans un éditorial du Frankfurter Allgemeine Zeitung consacré au trentième anniversaire de la Loi Fondamentale allemande. Étant donné le passé national-socialiste et le contexte de partition de l'Allemagne, Sternberger proposait de substituer au sentiment national classique un attachement aux principes et aux droits contenus dans la Constitution allemande. Toutefois, c'est véritablement Habermas dans les années 1980 qui théorisa le mieux ce concept au cours de la désormais célèbre “querelle des historiens”. Face à l'entreprise de banalisation de la période nazie par plusieurs historiens allemands, qui visait à faciliter le retour à une identité nationale traditionnelle, il développa une vision réflexive du rapport au passé se fondant sur l'optique “postnationale” du patriotisme constitutionnel.» <http://www.dicopo.org/spiparticle94.html>

terres allemandes» dans son territoire. Habermas soutint que ce choix allait aboutir à une sorte de domination nationale sur les citoyens de l'Allemagne de l'Est ; cette stratégie encouragerait le chauvinisme national et menacerait l'identité collective post-nationale (Habermas évoqua une «*conscience de soi non nationaliste*») qui s'était développée en Allemagne occidentale au cours des décennies précédentes<sup>1</sup>.

De nombreuses personnes craignaient que cette évolution ne se produise à la fois au niveau de l'État et de la société civile. L'écrivain Günter Grass s'opposa catégoriquement à la unification par crainte qu'«*une Allemagne réunifiée ne soit un colosse, bourré de complexes, qui s'opposerait à lui-même et à l'unification de l'Europe*»<sup>2</sup>

#### **Une nation ethnique allemande ?**

Alors que l'identité collective dans l'ancienne RFA était souvent décrite comme post-nationale, son caractère profondément ethnique se reflétait dans la définition de la nationalité allemande donnée par l'État dans la Loi fondamentale de 1949 : «*Est allemand au sens de la présente Loi fondamentale, toute personne qui possède la nationalité allemande, ou qui a été admise sur le territoire du Reich allemand, selon les frontières valables le 31 décembre 1937, en tant que réfugié ou expulsé d'origine ethnique allemande, ou en tant que conjoint ou descendant de cette personne*»<sup>3</sup>. Selon ce *jus sanguinis* («droit du sang»), la nationalité allemande ne pouvait être acquise que si la

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> Günter Grass, «Rede des Schriftstellers Günter Grass auf dem Parteitag der SPD in Berlin, 18.12.1989», in Peter Alter, (dir.), *Nationalismus: Dokumente zur Geschichte und Gegenwart eines Phänomens* (Serie Piper, 1994), p. 301.

<sup>3</sup> *Grundgesetz der Bundesrepublik Deutschland*, (Deutscher Bundestag, 2009), Art. 116.

personne concernée pouvait prouver qu'elle était d'origine allemande ou descendait de citoyens allemands<sup>1</sup>.

Pendant et après 1989, cette définition influença beaucoup les modèles d'inclusion et d'exclusion de millions d'immigrés, en fonction des caractéristiques «ethniques nationales». Seuls étaient rapidement absorbés les nouveaux arrivants définis comme appartenant à une communauté ethnique allemande aux caractéristiques culturelles et linguistiques très différentes. Leur intégration était bien financée par l'Etat et leurs intérêts étaient représentés dans le domaine politique. En revanche, on refusa la nationalité aux nouveaux arrivants du sud de l'Europe qui étaient venus en RFA en tant que travailleurs sous contrat dans le cadre du programme de *Gastarbeiter* («travailleurs invités») et qui étaient restés dans le pays et y avaient fondé des familles, ou avaient amené des membres de leur famille en Allemagne de l'Ouest par la suite. Même ceux nés en Allemagne n'avaient pas la nationalité allemande.

#### **Nationalité, naturalisation, immigration**

Non seulement la définition de la nationalité allemande était limitée, mais ceux qui cherchaient à l'obtenir étaient confrontés à un processus de naturalisation très strict, exigeant un niveau élevé d'assimilation. Selon Simon Green, elle exigeait que les impétrants «renoncent à la plus grande partie de leur identité culturelle pour “devenir” allemands (et pas seulement sur un plan légal)<sup>2</sup>».

---

<sup>1</sup> Ce principe s'oppose au droit du sol (*jus soli*) pratiqué dans de nombreux pays européens et qui accorde la nationalité à ceux qui sont nés sur le territoire national, quelle que soit la nationalité de leurs ascendants.

<sup>2</sup> Simon Green, «Towards an Open Society? Citizenship and Immigration», in Padgett et al. (dir.), *Developments in German Politics*, p. 245.

D'après les Directives sur la naturalisation de 1977, cette procédure «*exige explicitement de l'immigré un niveau très élevé d'adaptation culturelle et suppose qu'il choisisse l'Allemagne de façon volontaire et durable*», processus qui ne peut commencer que lorsque l'intégration est réussie – et dont l'issue est elle-même ouverte<sup>1</sup>.

La RFA a ainsi enregistré l'un des taux de naturalisation les plus faibles d'Europe, ne dépassant pas 0,4 % tout au long des années 80<sup>2</sup>. Un grand nombre d'immigrés ne possédaient pas la nationalité allemande, même s'ils appartenaient souvent à la «troisième génération», que leur seule langue était l'allemand et qu'ils avaient toujours vécu en RFA. Cette exclusion était aggravée par le fait que les non-nationaux n'avaient pas la possibilité d'acquérir la double nationalité, contrairement à de nombreux autres États européens. Ceux qui demandaient la nationalité allemande étaient obligés de choisir entre la nationalité allemande et celle de leurs parents ou grands-parents.

Une autre question liée à l'immigration, et qui occupa le centre des débats publics après la chute du mur de Berlin, fut celle de l'asile. Pour résoudre l'énorme problème des réfugiés causé par la persécution politique et «raciale» de l'Allemagne nazie, la Loi fondamentale de la République fédérale inclut le droit d'asile. Selon l'article 16, «*les personnes politiquement poursuivies doivent [jouir] du droit d'asile*<sup>3</sup>».

Tout au long des années 80, environ 70 000 personnes cherchèrent à exercer ce droit chaque année, mais avec l'ouverture du mur de Berlin en 1989, ce chiffre augmenta rapidement. En 1990, le nombre de demandeurs d'asile fit plus que doubler, passant à 193 063 ; puis à

---

<sup>1</sup> *Ibid*, p. 245.

<sup>2</sup> *Ibid*, p. 230.

<sup>3</sup> *Ibid*, p. 245.

60 000 personnes en 1991 ; et, en 1992, à plus de 400 000 demandeurs d'asile<sup>1</sup>. L'Allemagne devint ainsi la destination européenne la plus populaire pour les demandeurs d'asile.

L'adoption de l'*Ausländergesetz* constitua un autre élément de la transformation du «national» après la chute du mur de Berlin. Le 9 juillet 1990, la «Loi sur les étrangers» fut adoptée au Parlement. En réalité, elle ne faisait que formaliser des pratiques déjà existantes dans le traitement des immigrés par l'Etat, soumettant «l'octroi et le renouvellement des titres de séjour aux intérêts de la République fédérale d'Allemagne<sup>2</sup>». Cette codification intrépide signifiait que les droits des citoyens non allemands dans l'«Allemagne unifiée» étaient subordonnés aux intérêts «nationaux» de l'Etat allemand. Cette formulation pouvait être comprise dans un sens large et flexible, et tenir compte, au choix, des besoins de l'économie nationale en main-d'œuvre, du maintien de la paix sociale, ou du contrôle démographique. Cette notion deviendrait fondamentale pour les conflits sociaux et politiques des années suivantes.

#### **La conscience de soi nationale et «l'Autre».**

L'affirmation publique d'une nation allemande fière et consciente d'elle-même qui s'exprima après l'ouverture du mur de Berlin fut accompagnée par une forte attaque contre ceux qui n'étaient pas considérés comme des membres de cette «communauté nationale». Autrement dit, presque aussitôt après que la division séparant la RFA et la RDA se fut effondrée, on traça de nouvelles frontières.

Selon les sondages d'opinion, la priorité numéro un des citoyens ouest-allemands après l'ouverture du mur de Berlin n'était pas celle de l'unification politique, mais plutôt celle des «étrangers» (*Ausländer*) et de l'asile.

---

<sup>1</sup>. Green, «Towards an Open Society?», p. 234.

<sup>2</sup> *Ibid*, pp. 232-233.

Comme l'explique Karen Schönwälder : «*En juin 1991, les étrangers et les demandeurs d'asile devinrent des thèmes très importants pour les Allemands, dépassant l'unification et la guerre du Golfe, pour devenir la priorité numéro 1 pour les Allemands de l'Ouest jusqu'en février 1992. Cette priorité revint à l'ordre du jour à l'été et à l'automne suivants*<sup>1</sup>.».

Une frénésie médiatique se développa, dans laquelle un discours sur «l'invasion étrangère» («*Überfremdung*») occupa le devant de la scène. «*L'idée que l'Allemagne était envahie, que des millions de personnes allaient venir du Sud et de l'Est et que l'abondance de l'Allemagne, pour certains même son existence en tant que nation, était menacée, avait été martelée dans la tête des citoyens*<sup>2</sup>.» Cette propagande se combina aux campagnes politiques des candidats conservateurs de la CDU et de la CSU qui utilisaient une rhétorique xénophobe pour obtenir le soutien de l'opinion publique<sup>3</sup>.

### **Flambée de violence raciale**

En outre, des «manifestations citoyennes<sup>4</sup>» contre les centres d'hébergement pour demandeurs d'asile virent le jour dans de

---

<sup>1</sup> Karen Schönwälder, «Migration, Refugees, and Ethnic Plurality as Issues of Public and Political Debates in (West) Germany», in David Cesarani and Mary Fulbrook (dir.), *Citizenship, Nationality and Migration in Europe* (Routledge, 1997), p. 160.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 160

<sup>3</sup> *Ibid.*, pp. 159-160.

<sup>4</sup> Contrairement à la France, ce terme (*Bürger* en allemand) est très utilisé par l'extrême droite et lui sert de paravent. Rappelons qu'il signifie aussi «bourgeois» ce qui, à mon avis, est plus proche de son sens politique actuel, n'en déplaît pas aux altermondialistes et aux partisans d'Etienne Chouard et de son RIC parmi les Gilets jaunes. Cf. «Citoyennisme ? Attraction fatale !» (2004) <http://mondialisme.org/spip.php?article402> (NdT).



nombreuses villes d'Allemagne de l'Ouest. Cette vague de xénophobie culmina par des attaques violentes contre les immigrés et les réfugiés ainsi que contre d'autres minorités. Les cas les plus extrêmes furent les attaques menées par des foules d'Allemands contre des demandeurs d'asile et des travailleurs étrangers sous contrat dans les villes de Hoyerswerda et Rostock en 1991 et 1992<sup>1</sup>.

En septembre 1991, les habitants de la ville est-allemande de Hoyerswerda participèrent à un pogrom durant une semaine. Pendant quatre jours, des centaines de skinheads, de jeunes et d'adultes locaux se rassemblèrent à l'extérieur du complexe de logements où habitaient les travailleurs étrangers sous contrat et ils chassèrent de la ville les travailleurs sous contrat en criant «Dehors les étrangers!». Au plus fort de l'émeute, jusqu'à une centaine de jeunes jetèrent des bouteilles et des cocktails Molotov contre le bâtiment ; ils utilisèrent des chaînes de vélo, des gourdins et des battes de baseball pour démolir l'immeuble, menaçant de raser l'édifice. Les jeunes étaient soutenus par une foule d'environ 500 personnes, qui criaient des slogans racistes, les soutenaient, les encourageaient, et empêchaient la police d'intervenir<sup>2</sup>.

Le quatrième jour, les policiers se rassemblèrent à l'extérieur du bâtiment où étaient logés les demandeurs d'asile, et la foule se déplaça aussi devant cet immeuble situé de l'autre côté de la ville. Là, une foule d'un millier de personnes applaudit la cinquantaine de jeunes qui attaquèrent le bâtiment, jusqu'à ce que les autorités locales emmènent les réfugiés dans un autre endroit, permettant ainsi aux agressions racistes de dicter le cours de la politique publique.

En août 1992, dans une autre ville est-allemande, Rostock, le pogrom fut encore plus intense et dura cinq jours. Près de trois mille

---

<sup>1</sup> Roger Karapin, *Protest Politics in Germany: Movements on the Left and Right Since the 1960s* (Penn State Press, 2007), pp. 194-195.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 194.

«supporters» applaudirent jusqu'à cinq cents attaquants, menés par des néo-nazis et des skinheads ouest-allemands, la foule permettant aux assaillants de se cacher dans ses rangs. Les attaquants prirent d'assaut l'immeuble, l'incendiant et en chassant plus d'une centaine de travailleurs sous contrat. Le gouvernement fit sortir les travailleurs sous contrat en bus au milieu de la nuit, satisfaisant ainsi la revendication des manifestants qui était d'expulser les étrangers de la ville<sup>1</sup>.

Ces attaques furent rendues possibles grâce à la passivité de la police<sup>2</sup>, au climat national hostile aux immigrés et au soutien des responsables politiques locaux<sup>3</sup>. A cette époque, les sondages d'opinion publique révélèrent que plus d'un tiers de la population «comprendait les actions violentes déclenchées à cause des problèmes soulevés par la présence des étrangers<sup>4</sup>». Cette empathie pour les agresseurs, plutôt que les victimes, se retrouva dans les articles et reportages publiés par les médias.

Ce n'est qu'en novembre 1992, après l'assassinat de trois femmes turques lors d'un incendie criminel dans la ville ouest-allemande de Mölln, et lorsque des groupes de la société civile organisèrent des marches commémoratives aux chandelles dans de nombreuses villes, que le gouvernement prit des mesures pour réprimer cette violence<sup>5</sup>.

Les agressions racistes flambèrent en 1991, et durant les années suivantes, elles passèrent de 400 «incidents» en 1990 à 2 720 en 1991

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, pp. 194-195

<sup>2</sup> *Ibid.*, pp. 210-211.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 217.

<sup>4</sup> Schönwälder, «Migration, Refugees, and Ethnic Plurality», p. 178.

<sup>5</sup> Roland Roth and Dietrich Rucht (dir.), *Die sozialen Bewegungen in Deutschland seit 1945* (Campus, 2008), p. 142.

<sup>1</sup>. Un an plus tard, on recensa 2 000 incidents supplémentaires pour atteindre 5 580 en 1993<sup>2</sup>. Au cours des deux années suivantes, ce chiffre baissa de 1 000 incidents chaque année, le laissant néanmoins à un niveau **cinq fois plus élevé** qu'avant la chute du mur de Berlin<sup>3</sup>.

Les actes spécifiquement qualifiés de violents atteignirent également des sommets après la unification. Alors que la majorité des chiffres annuels pour les années 1980 étaient inférieurs à 100, le chiffre annuel moyen entre 1991 et 1995 fut supérieur à 1 200, atteignant un pic en 1992 avec 2 000 «incidents violents contre des étrangers<sup>4</sup>».

Les incidents antisémites de droite suivirent un schéma similaire. Dans les années 1980, le nombre moyen d'incidents antisémites était de 289. De la unification jusqu'au milieu des années 1990, ce chiffre passa à 730, atteignant un sommet en 1994 avec 1 366 incidents antisémites<sup>5</sup>.

Il est également important de noter que, contrairement à l'hypothèse selon laquelle le nationalisme, l'antisémitisme et la xénophobie sont des problèmes limités à l'Est, chaque année, environ deux fois plus d'agressions violentes menées par des militants de droite furent commises dans l'ancienne RFA que dans l'ancienne RDA. Il faut noter néanmoins que la population étant plus faible dans les territoires de l'Est, la fréquence d'agressions par habitant dans les régions orientales représenta le double de celles perpétrées dans les régions occidentales.

---

<sup>1</sup> Hermann Kurthen, Werner Bergmann, and Rainer Erb (dir.), *Antisemitism and Xenophobia in Germany after Unification* (Oxford University Press, 1997), p. 8.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 8.

Les chiffres montrent que la fréquence et l'intensité des incidents antisémites et xénophobes atteignirent des sommets dans les années qui suivirent la unification de l'Allemagne et ne retrouvèrent pas leur niveau d'avant 1989.

La recrudescence de la violence raciale au cours de ces années coïncida avec l'émergence de partis et d'organisations politiques d'extrême droite, néonazis et nationalistes. Les partis et organisations d'extrême droite, ainsi que les groupes de skinheads attirèrent 10 000 nouveaux membres entre 1980 et 1995, atteignant un sommet en 1992 avec 40 000 personnes, chiffre qui tomba à un peu plus de 30 000 en 1995<sup>1</sup>. Pendant cette période, le parti d'extrême droite des *Republikaner* tripla presque ses effectifs, atteignant 25 000 membres en 1989 et conservant plus de 20 000 militants pendant les cinq années suivantes<sup>2</sup>.

Le nombre total d'«incidents» provoqués par l'extrême droite explosa en 1991, passant de 1 848 en 1990 à 3 884 en 1991. En 1992, une seconde fois, ce chiffre doubla presque pour atteindre 7 684, puis grimpa à plus de 10 500 incidents en 1993<sup>3</sup>. Il chuta à un peu moins de 8 000 incidents au cours des deux années suivantes, soit cinq fois plus que dix ans auparavant. Entre le 3 octobre 1990 et la fin de 2011, **plus de 180 personnes perdirent la vie à cause de la violence de droite et d'extrême droite**<sup>4</sup>.

#### **La réforme du droit d'asile**

Après la campagne médiatique et la vague de violence contre les demandeurs d'asile au début des années 1990, les répercussions se

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>4</sup> Aslan Erkol and Nora Winter, «Chronik der Gewalt: 182 Todesopfer rechtsextremer und rassistischer Gewalt seit 1990», *Mut Gegen Rechte Gewalt*, 23 novembre 2011.

firent également sentir au niveau de la politique de l'État, qui limita les droits des demandeurs d'asile.

Le 6 décembre 1992, le gouvernement des partis conservateurs CDU/CSU, du SPD social-démocrate et du FDP néolibéral adoptèrent l'article 16a de la Loi fondamentale, le «compromis sur l'asile», qui limita fortement le droits d'asile. La loi réduisit le nombre de demandeurs d'asile par diverses méthodes.

Tout d'abord de nombreuses demandes d'asile furent automatiquement rejetées si la personne provenait d'un «pays sûr» figurant sur la «liste blanche», ou si elle était passée par l'un des États frontaliers de l'Allemagne considéré comme un «pays tiers sûr». La procédure d'expulsion fut également modifiée, avec la mise en place d'une «procédure accélérée» à l'aéroport de Francfort<sup>1</sup>. Ces mesures restreignirent considérablement le nombre de demandeurs d'asile, le ramenant à moins de 100000 en 1998<sup>2</sup>.

Ces transformations de la politique et de l'identité allemandes sont cruciales pour comprendre les réponses de la gauche face au nouveau nationalisme apparu en Allemagne après 1989. Depuis 1989, l'État et la société civile sont passés d'une identité nationale post-nationale à une identité ethnique nationale affirmative, et c'est dans ce contexte qu'émergea une orientation politique explicitement antinationale.

---

<sup>1</sup> Green, «Towards an Open Society?», p. 235.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 235.

## 2.

# «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» ! (*Nie wieder Deutschland !*)

*Nie wieder Deutschland !*<sup>1</sup>, tel fut le nom choisi pour désigner la campagne organisée principalement par les mouvements sociaux ouest-allemands et certains intellectuels de gauche contre la stratégie ouest-allemande de «réunification» avec l'Allemagne de l'Est (la RDA). En lançant une série de manifestations publiques provocatrices

---

<sup>1</sup> Selon Wikipedia en allemand «L'origine du slogan est attribuée à la scène punk autour du groupe hambourgeois Slime. L'un de leurs morceaux les plus populaires avait pour refrain "L'Allemagne doit mourir, pour que nous puissions vivre", et avait été joué lors de manifestations anarchistes et antifascistes autonomes depuis le début des années 1980. Le message central de cette chanson fut également conçu par Slime comme un contrepoint frontal à l'inscription qui figure sur le monument aux morts de la gare Dammtor de Hambourg, "L'Allemagne doit vivre, et, si nous devons mourir pour elle, nous mourrons." Le slogan de la campagne de l'alliance Die Radikale Linke fut créé par analogie avec une citation de l'actrice Marlene Dietrich qui aurait répondu à la question d'un journaliste : "Nie wieder Deutschland".»

à Francfort et à Berlin en 1990, l'alliance *Die Radikale Linke*<sup>1</sup>, de concert avec des militants aux vues similaires, exprima publiquement son opposition aux conceptions géopolitiques, à la résurgence du nationalisme et à la réintégration du «national» dans les discours sociaux, politiques et économiques et dans la sphère publique, au sein de la République fédérale d'Allemagne après 1989.

En m'appuyant sur des sources primaires et des documents dans lesquels les participants exprimèrent leurs points de vue, je souhaite montrer comment les militants de la campagne *Nie wieder Deutschland!* analysaient la situation sociale et politique à l'époque, et comment ils défendirent une critique spécifiquement «antinationale». J'utiliserai les documents publiés par les acteurs centraux de ces mouvements sociaux, et qui sont reproduits dans deux livres, *Die Radikale Linke : Reader zum Kongress*, recueil de textes utilisés comme matériel de préparation pour les participants au congrès de juin 1990<sup>2</sup> ; et *Kongress der Radikalen Linken*, qui rassemble les discours prononcés lors de ce congrès, et les motions adoptées par les participants en vue de définir leurs futures activités ; je citerai enfin un échantillon de coupures de presse sur leur manifestation qui se tint à Francfort en mai 1990<sup>3</sup>.

#### **L'alliance Die Radikale Linke**

---

<sup>1</sup> L'alliance *Die Radikale Linke* fut une coalition éphémère. J'ai laissé l'expression en allemand pour ne pas confondre ce mouvement avec l'extrême gauche (qu'on appelle aussi... la «gauche radicale» !), notion plus générale qui n'a pas de rapport avec cette alliance temporaire, très datée et localisée (*NdT*).

<sup>2</sup> Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), *Die Radikale Linke. Reader zum Kongress*, Konkret Literatur Verlag, 1990.

<sup>3</sup> Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), «*Deutschland? Nie Wieder!*» *Kongress der Radikalen Linken*, ISP, 1990.

La campagne fut lancée par les membres de *Die Radikale Linke*, réseau nouvellement formé et rassemblement politiquement hétérogène d'intellectuels et de militants de gauche et d'extrême gauche, principalement issus des mouvements sociaux ouest-allemands. Elle rassembla des individus provenant de tout l'éventail de la gauche, y compris d'anciens membres du Parti Vert, profondément déçus par son désir d'intégrer le jeu politique officiel ; des féministes opposées aux sociaux-démocrates qui réduisaient les revendications des femmes à la seule égalité salariale ; des militants du mouvement autonome (*Autonomen*<sup>1</sup>), ainsi que des membres du *Kommunistischer Bund*<sup>2</sup> et du Parti communiste allemand (DKP)<sup>3</sup>.

Contre la gauche parlementaire qui cherchait à s'intégrer aux institutions, *Die Radikale Linke* essaya d'affirmer «*le pouvoir de la négation*» pour s'unir afin de développer une orientation «*opposée au système*», en espérant «*intervenir dans un vaste espace par le biais de journaux, de manière de plus en plus organisée, et localement dans des débats concrets et pratiques*<sup>4</sup>».

Un mois avant l'ouverture du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, ils exposèrent leur orientation politique dans un document intitulé «*Grundlage der Radikalen Linke*» («Principes de base de *Die Radikale Linke*»), où ils exprimèrent leur opposition à la «*modernisation du capitalisme*» qui s'opérait avec l'aide des écologistes, féministes et des sociaux-démocrates<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Sur les autonomes allemand on lira (en ligne) la thèse intéressante de d'Anne Joly *Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (1985-1999)* (NdT).

<sup>2</sup> *Idem.*

<sup>3</sup> Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), *Die Radikale Linke*, 1990, p. 11.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>5</sup> *Ibid.*, pp. 11-30.



Selon *Die Radikale Linke*, l'intégration des écologistes, des féministes et des sociaux-démocrates dans le gouvernement pourrait certes «ajouter quelques technologies écologiques à la palette d'exportation» de l'État allemand, et assurer des possibilités de carrière à quelques femmes, mais pas davantage<sup>1</sup>. Pour *Die Radikale Linke*, ces ajustements et concessions mineurs faisaient partie d'une modernisation plus large du capitalisme en République fédérale. Cette large coopération reposait sur une perspective nationaliste, qui dissimulait les inégalités socio-économiques, de classe, de genre et de statut. Elle entérinait une discrimination raciale vis-à-vis des Allemands issus de l'immigration, des personnes non allemandes, des travailleurs sous contrat temporaire et des demandeurs d'asile.

Ce nationalisme consensuel, axé sur la modernisation du capitalisme, fut compliqué par l'évolution rapide de la situation politique durant les années 1989 et 1990 : l'effondrement inattendu de la RDA, l'avancement des plans de réunification de la RFA, la ré-introduction massive d'un discours national dans toutes les tendances de l'éventail politique et dans la société, et le succès électoral du parti d'extrême droite, les *Republikaner*. Ces événements poussèrent *Die Radikale Linke* à inscrire «la question nationale» au centre de sa critique. Ce réseau militant prit pour cible l'Allemagne, la République fédérale en tant que telle et «la nation», allant parfois jusqu'à avertir que l'agrandissement de la RFA entraînerait la construction d'un «colosse», d'une «Grande Allemagne», et l'émergence d'un «Quatrième Reich».

#### **Les manifestations de la campagne *Nie Wieder Deutschland !***

En mai 1990, à Francfort, *Die Radikale Linke* organisa une manifestation contre la réunification allemande. Empruntant une expression attribuée à Marlene Dietrich, qui avait fui son pays natal pendant la période nazie et s'était produite devant les troupes alliées

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 12.

occidentales, sur le front, pendant la Seconde Guerre mondiale, la manifestation défila derrière une bannière qui proclamait : *Nie wieder Deutschland !* Sur leurs banderoles, dans les discours prononcés lors des manifestations et dans leurs tracts, les manifestants exprimèrent leur opposition au «nationalisme allemand», à la «colonisation de l'Europe orientale» et à l'«annexion de la RDA<sup>1</sup>».

Entre 20 000 et 30 000 personnes, issues d'un large éventail de mouvements sociaux et d'individus de gauche, se joignirent à la manifestation, qui, en partie à cause des heurts violents entre les flics et les manifestants, fut couverte par la presse nationale et internationale<sup>2</sup>. L'ampleur du spectre politique qui participa aux manifestations dépassa même la diversité des participants de *Die Radikale Linke* elle-même<sup>3</sup>.

Pourtant, alors que le processus d'unification de la RFA et de la RDA s'accélérait, la campagne *Nie wieder Deutschland !* dut faire face à des oppositions et à des mobilisations concurrentes. Une manifestation d'organisations de femmes est-allemandes et ouest-allemandes réussit à faire descendre deux fois plus de personnes dans les rues de Berlin, à la fin du mois de septembre 1990, que la manifestation de *Die Radikale Linke*. Contrairement au rejet catégorique de la réunification par *Die Radikale Linke*, cette manifestation alternative critiqua le manque de démocratie du processus d'unification et exigea l'inclusion de l'opinion publique dans ce processus<sup>4</sup>.

La campagne *Nie wieder Deutschland !* maintint cependant son influence sur la mouvance d'extrême gauche. Environ 15 000

---

<sup>1</sup> Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), «*Deutschland? Nie Wieder!*» pp. 235-239.

<sup>2</sup> Gerber, *Nie Wieder Deutschland ?*, p. 103.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 130.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 103.

personnes participèrent aux «journées d'action» pour une «nouvelle division de l'Allemagne» (*Aktionstage für den Wiederausammenbruch*<sup>1</sup>) entre septembre et octobre 1990, et 1 500 participants assistèrent à leur congrès à Cologne<sup>2</sup>.

Bien que la campagne fût opposée à la réunification, les participants étaient conscients que cet objectif était irréalisable. Ils savaient que les opposants à la réunification étaient beaucoup trop peu nombreux et faibles. Cependant, ce constat ne les persuada pas de coopérer à la réunification dans l'espoir d'en influencer l'issue. Au contraire, ils pensaient qu'ils devaient s'opposer résolument au processus d'unification. Dès le début, ils déclarèrent qu'ils ne pourraient pas arrêter le processus de la réunification. «*Je suis d'accord*, déclara Winfried Wolf, un membre de *Die Radikale Linke*, *tout indique que la réunification [...] est proche*<sup>3</sup>». Mais cette prise de conscience, selon Wolf, «*ne change rien*» ; «*les gens doivent rejeter d'emblée certains projets*», malgré et contre la position de la majorité. Et il cita comme exemples le soutien de la plus grande partie de la population pour la peine de mort et l'interdiction de l'avortement<sup>4</sup>.

L'objectif de la campagne était donc de construire un mouvement aussi fort et oppositionnel que possible, afin de limiter les pires possibilités d'un renouveau nationaliste. Wolf écrit : «*il s'agit de développer une résistance aussi large et massive que possible*», car

---

<sup>1</sup> *Zusammenbruch* signifie à la fois éclatement et faillite, donc la portée polémique de ce mot est assez violente (*NdT*).

<sup>2</sup> Gaston Kirsche, «Hypermarginalisierte Outlaws», *Konkret* n° 2, 2003, p. 24.

<sup>3</sup> Winfried Wolf, «Schweigen, weil das vierte Reich ohnehin kommt?» in Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), *Die Radikale Linke. Reader zum Kongress*, p. 8.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 8.

*«plus elle sera faible, plus ceux qui profiteront de la réunification feront preuve d'arrogance<sup>1</sup>».*

### **Contre la «Loi sur les étrangers»**

Parallèlement à leur opposition absolue à la réunification allemande, les militants de *Die Radikale Linke* rejetèrent catégoriquement la «Loi sur les étrangers» (*Ausländergesetz*). Selon eux, l'unification politique coïncidait avec la politique intérieure de la RFA, visant à créer une communauté nationale homogène. Comme l'exprimait une résolution adoptée lors de leur congrès au début du mois de juin 1990 : *«La Loi sur les étrangers reflète la réunification allemande, processus grâce auquel les Allemands se redécouvrent en tant que nation et rejettent tout ce qui n'est pas allemand<sup>2</sup>»*. Ils demandèrent au parti politique basé à Berlin-Ouest, *Die Alternative Liste*, de voter contre la loi et de faire pression sur leur partenaire, le Parti social-démocrate (SPD), pour qu'il fasse de même.

Selon eux, la «Loi sur les étrangers» était fondée sur une *«conception raciste de l'existence d'un "Volk allemand" spécial, qui doit être totalement séparé des immigrés, afin d'empêcher ce que certains appellent un "mélange racial" avec des personnes d'origines différentes<sup>3</sup>»*. Dans leur brève résolution, ils se concentrèrent sur l'utilisation de mesures étatiques et interétatiques de la Communauté européenne pour isoler physiquement la RFA des courants migratoires : *«Grâce à la Loi sur les étrangers et aux accords de Schengen, un nouveau mur sera construit autour de la République fédérale et de l'Europe occidentale, qui empêchera notamment les*

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>2</sup> Kongressvorbereitungsgruppe (dir.) *«Deutschland ? Nie Wieder!»* p. 128.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 128.

personnes du “tiers monde” d’entrer en RFA et en Europe occidentale<sup>1</sup>.»

La loi allait également empêcher les réfugiés de pouvoir se rendre en RFA, où ils pourraient demander l’asile. *Die Radikale Linke* se référerait aux dispositions de la Loi sur les étrangers qui exigeaient l’allégeance à la RFA. Selon l’alliance, les personnes non allemandes qui vivaient dans le pays «seront complètement subordonnées aux relations politiques, économiques et culturelles ouest-allemandes. Ceux qui ne se conformeront pas à ces injonctions seront menacés d’expulsion, et leurs activités politiques seront restreintes et menacées de sanctions<sup>2</sup>».

Bien que cela fût seulement l’une des trois résolutions consignées dans le rapport du congrès<sup>3</sup>, les activités concrètes contre la Loi sur les étrangers semblent avoir occupé une place secondaire dans leur campagne antinationale. Ce jugement se fonde sur le statut marginal de cette question dans les écrits de *Die Radikale Linke* ainsi que sur l’interpellation de l’un des participants, Hamide Scheer, lors du congrès : «Pourquoi n’y a-t-il pas de lien entre la protestation contre la réunification et la résistance à la Loi sur les étrangers<sup>4</sup> ?»

Malgré l’absence de mobilisation contre la Loi sur les étrangers, et le peu d’attention accordée à celle-ci dans les deux recueils de textes précités, le contenu de la résolution était extrêmement important pour le réseau *Die Radikale Linke*. Elle exprimait les positions politiques universalistes des participants, pour l’ouverture des frontières et leur opposition aux contrôles migratoires et à la citoyenneté restrictive.

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 128.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 128.

<sup>3</sup> *Ibid.*, pp. 124-128.

<sup>4</sup> Hamide Scheer. «Redebeitrag auf dem Kongress der Radikalen Linken», in Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), «*Deutschland ? Nie Wieder!*» *Kongress der Radikalen Linken*, ISP, 1990, pp. 25-26.

### **La critique du nationalisme par Die Radikale Linke**

La campagne contre la réunification impliqua de multiples aspects, liés entre eux, d'une critique antinationale. Cette critique avait deux cibles majeures. Tout d'abord elle s'opposait à l'orientation géopolitique de la RFA pendant la conjoncture politique des années 1989 et 1990, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire national. Elle dénonçait non seulement l'intégration de l'ancienne Allemagne de l'Est dans le territoire de la République fédérale élargie, mais aussi les objectifs politiques et économiques de l'État sur la scène internationale. Nous pouvons mentionner ici le rôle de la RFA dans la Communauté européenne et l'OTAN et ses relations commerciales avec les États d'Europe de l'Est après la chute du rideau de fer.

La deuxième cible majeure de la campagne *Nie wieder Deutschland!* était la critique de la nation en tant que récit ou idéologie d'une collectivité nationale, et son utilisation active par une grande variété d'acteurs de la société civile et de l'État pour des objectifs politiques.

Et enfin on peut signaler le développement d'un «*patriotisme négatif*<sup>1</sup>» qui s'opposait aux désavantages matériels subis par ceux qui se conformaient (ou pas) à la «*communauté nationale*» imaginée, et soutenait ceux qui étaient les plus défavorisés parce qu'ils n'appartenaient pas à celle-ci. Il s'agissait, en pratique, de proposer un contrepoids face aux pressions en faveur de l'intégration dans la «*communauté nationale*».

#### **Une critique géopolitique**

*Die Radikale Linke* sonnait l'alarme contre deux dangers concomitants : la modernisation du capitalisme et la menace d'un Quatrième Reich. Le fil conducteur entre ces deux périls était

---

<sup>1</sup> Detlev zum Winkel, «Deutsche Frage—welche Frage?» in Kongress-vorbereitungsgruppe (dir.), «*Deutschland? Nie Wieder!*», p. 197.

l'utilisation omniprésente d'un récit nationaliste très sûr de lui. Selon ces militants, la République fédérale d'Allemagne aspirait à un niveau de pouvoir et d'influence internationale plus élevé, ce qui pourrait prendre la forme soit d'un État normal par rapport aux pays voisins, soit d'une régression vers un État agressif et militariste rappelant le régime nazi, qui mènerait des guerres de conquête, organiserait des persécutions raciales et chercherait à dominer directement tout le continent. Les écrits de *Die Radikale Linke* exprimaient un sentiment d'incertitude et une peur profonde dans cette conjoncture politique.

En janvier 1990, une déclaration co-écrite par 100 participants de *Die Radikale Linke* dénonça une «frénésie nationale-allemande» sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale<sup>1</sup>. Après la chute du mur de Berlin, ils soutenaient que la République fédérale avait immédiatement inscrit l'objectif de la «réunification» dans l'agenda politique<sup>2</sup>.

Selon eux, cet objectif signifiait que l'État aspirait à accroître son pouvoir politique international et son influence économique, par le biais de la Communauté européenne (plus tard l'Union européenne), sa participation à l'OTAN et ses relations commerciales avec les pays d'Europe orientale. Ils tiraient la sonnette d'alarme et prévenaient que l'Europe orientale allait tomber sous la coupe des pays de l'Europe de l'Ouest et atteindre le niveau du «tiers monde<sup>3</sup>». Ils écrivirent : «*les pays qui ont jusqu'à présent appartenu au Conseil d'aide économique*

---

<sup>1</sup> *Die Radikale Linke*, «*Nie wieder Deutschland! Erklärung gegen "Wieder"» et "Neuvereinigung" von BRD und DDR, 21.1.1990*», in *Kongressvorbereitungsguppe, Die Radikale Linke*, pp. 193-198.

<sup>2</sup> *Die Radikale Linke*, «*Deutschland ? Nie Wieder!*» p. 193.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 195.

mutuelle<sup>1</sup> sont menacés de se transformer en un nouveau “tiers monde”, de devenir l’arrière-cour des sociétés capitalistes plus riches d’Europe occidentale, en particulier de la RFA<sup>2</sup>». Selon leur analyse, la réunification allait permettre à l’Allemagne d’être une puissance dominante en Europe : «En envisageant d’accorder à la RDA ce “Sonderweg<sup>3</sup>”, la RFA voit dans ses projets de confédération et d’unification avant tout la possibilité de renforcer sa domination à l’Ouest et dans toute l’Europe, et avec elle, contre l’Est et le Sud. Une “ré-unification”, ou une nouvelle unification, ferait du Quatrième Reich le pouvoir dominant en Europe<sup>4</sup>.»

En outre, les militants de *Die Radikale Linke* dénoncèrent les motifs de la réunification ; comme pour Jürgen Habermas et d’autres, il ne s’agissait pas, selon eux, d’une authentique unification de la RFA et de la RDA soutenue par les citoyens des deux États, mais d’une **annexion** d’un pays émergent, l’Allemagne de l’Est, par la République fédérale, plus forte sur les plans politique et économique. Ils considéraient que la stratégie géopolitique de la RFA consistait à accroître son influence économique et politique sur la scène internationale.

---

<sup>1</sup> Le Conseil d’aide économique mutuelle (CAEM) était une organisation destinée à renforcer la coopération entre les pays du Bloc de l’Est et dans la sphère d’influence de l’Union soviétique.

<sup>2</sup> *Die Radikale Linke*, «*Deutschland ? Nie Wieder!*» p. 195.

<sup>3</sup> *Sonderweg* ou «voie particulière» : concept flou pouvant exprimer à la fois l’idée que l’Allemagne serait promise à un destin spécial (version nationaliste, puis nazie) ; ou alors qu’elle aurait des caractéristiques particulièrement négatives (les Allemands seraient inférieurs à d’autres peuples ou bien victimes de handicaps historiques contrairement à d’autres nations) (*NdT*).

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 195.



Dans un autre texte, les militants de *Die Radikale Linke* soutinrent que la RFA, aidée par le Fonds monétaire international, avait réussi à contraindre l'ex-RDA à la réunification en faisant pression sur la privatisation de ses industries – l'instauration d'une économie de marché et l'ouverture aux investissements occidentaux – sous peine de succomber à une faillite totale. Sous cette pression, la RFA avait réussi à annexer de nouveaux territoires en imposant les conditions du capitalisme occidental<sup>1</sup>. Cette pression ne donna pas d'autre choix à la RDA que d'appliquer ces plans d'austérité économique, qui aboutirent à la réalisation de l'objectif fixé par Konrad Adenauer en 1949 : «*l'unité de l'Allemagne*».

Selon *Die Radikale Linke*, la réunification n'était cependant que le premier pas vers la «*colonisation*» de l'Europe de l'Est par la Communauté européenne. La création d'institutions financières de la Communauté européenne pour l'investissement et les prêts sur les marchés des pays de l'ancien bloc de l'Est, afin d'instaurer une économie de marché et d'imposer le modèle de l'«*entreprise privée*», permettraient à la RFA de faire de Berlin la capitale de la banque européenne<sup>2</sup>. De nouveaux États membres seraient autorisés à entrer dans la Communauté européenne après leur transition vers une économie de marché<sup>3</sup>. L'Etat de la RFA «*était placé aux avant-postes dans la campagne menée par l'Occident pour conquérir les marchés de l'Est européen*»<sup>4</sup>

Sur le **territoire intérieur** de la RFA, cette «*frénésie*» nationale allait intensifier les mécanismes d'exclusion de l'Etat à l'égard des

---

<sup>1</sup> Angelika Beer et al. «Gegen die Kolonisierung der osteuropäischen Staaten durch BRD, EG und NATO!» in Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), *Die Radikale Linke*, p. 31.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 35.

personnes considérées comme n'appartenant pas à la «communauté nationale». Comme le prouvait la politique économique qui privilégiait les personnes d'origine allemande par rapport aux non-nationaux sur le marché du travail, ainsi que les lois sur l'immigration et la nationalité, et la politique envers les demandeurs d'asile.

En ce qui concerne la politique économique de la RFA, *Die Radikale Linke* la jugeait «xénophobe» (*Ausländerfeindlich*) parce que les immigrés, qu'ils soient déjà entrés en RFA, ou qu'ils cherchent à y entrer, étaient traités selon une classification «raciale».

Ceux qui pouvaient prouver leur ascendance allemande étaient considérés comme des «rapatriés appartenant à l'ethnie allemande» et jouissaient de tous les droits en matière de citoyenneté, d'emploi, de logement et autres, contrairement aux immigrés qui ne satisfaisaient pas à ces critères. Le premier groupe d'immigrés occupait donc une position privilégiée par rapport au second, position fondée sur une catégorisation nationaliste de type *völkisch*<sup>1</sup>, selon *Die Radikale Linke*<sup>2</sup>. Cela confirmait une «discrimination ouvertement raciste à l'encontre des immigrés "étrangers" en faveur de ceux "d'origine allemande" <sup>3</sup> ». Cette exclusion s'appliquait également aux demandeurs d'asile dans le domaine du logement puisque, selon la

---

<sup>1</sup> *Völkisch* : terme fièrement revendiqué par ses partisans (on pourrait le traduire par «de souche authentique», ou «lié au sang et au sol de la mère patrie»), mais en réalité nationaliste-raciste-antisémite. Les mouvements *völkisch* apparurent en Allemagne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et jouèrent un rôle important dans le conditionnement nationaliste et antisémite de la population, bien avant 1933, et dans la définition de l'idéologie nazie (*NdT*).

<sup>2</sup> Thomas Ebermann, Georg Fülberth et Hermann L. Gremliza, «Rechts ist die deutsche Mitte», in Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), *Die Radikale Linke*, p. 74.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 74..

«*décision du tribunal administratif du Baden-Wurtemberg, ceux-ci ne seront plus autorisés à vivre dans les zones d'habitation à compter du 2 août 1989*<sup>1</sup>».

L'effet négatif des récits nationaux n'affectait pas cependant ceux qui n'avaient pas la nationalité allemande, ou étaient exclus de la «collectivité nationale». Ces récits nationaux désavantageaient également de nombreuses personnes appartenant à cette «communauté imaginée», y compris les salariés et les femmes en particulier, et s'inscrivaient dans une tendance générale où la société évoluait vers la droite.

Les classes ayant le niveau socio-économique le plus bas en seraient affectées négativement, parce qu'un récit national fondé sur une «*profonde fraternité horizontale*» dissimulait les inégalités matérielles de classe dans la population réelle, ainsi que les inégalités de genre<sup>2</sup>. Pour *Die Radikale Linke*, la modernisation du capitalisme qui se mettait en place à la fin des années 1980 et au début des années 1990 n'allait pas permettre de combler l'écart entre ces différents groupes – elle intensifierait plutôt la polarisation. Selon ces militants, «*La modernisation n'améliorera pas le niveau de vie de tous ; elle entraînera plutôt une polarisation vers le bas et vers le haut*», et il y aura donc aussi des «*perdants de la modernisation*<sup>3</sup>».

Dans le cadre de leur campagne contre la réunification, ils considéraient que «la question nationale» «*se superposait à la question sociale, mais seulement sur le plan idéologique*<sup>4</sup>». En effet, certains dirigeants politiques et économiques affirmaient clairement

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>2</sup> Anderson, *Imagined Communities*, 1983, p. 7. [*L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996.]

<sup>3</sup> Ebermann et al., «Rechts ist die deutsche Mitte», p. 77.

<sup>4</sup> Wolf, «Schweigen, weil das vierte Reich ohnehin kommt?», p. 9.

que la réunification devait être financée par des réductions salariales et reposer sur la passivité à long terme des syndicats. Politiquement, ce programme allait mener à l'interdiction des partis de gauche perçus comme trop proches de la RDA.

De plus, la résurgence nationaliste désavantagerait d'autres personnes incluses dans la «collectivité nationale» : les femmes. Le chômage féminin allait monter en flèche parce que les lois de la RDA sur l'égalité des sexes allaient être abrogées et que les femmes «retourneraient» au travail reproductif non rémunéré au sein du ménage. Ce processus serait rationalisé en invoquant le fait que le travail domestique des femmes était une contribution nécessaire à la «communauté nationale».

Cette hypothèse était fondée sur la tendance observée en Union soviétique, où, remarquait *Die Radikale Linke*, la propagande officielle prônait le «*retour des femmes à la maison et dans la cuisine : les femmes étaient censées "soulager" le marché de travail payé et accomplir toutes seules les tâches non payées du travail reproductif*»<sup>1</sup>. Pour *Die Radikale Linke*, la subordination de l'égalité des sexes au marché national était une composante du nouveau sentiment national.

#### **Le nationalisme venant d'en haut**

Le nationalisme était considéré en partie comme une idéologie d'État, utilisée pour instrumentaliser la population et gagner son soutien contre la satisfaction de ses propres besoins matériels, afin d'atteindre des objectifs géopolitiques. Selon *Die Radikale Linke*, l'unification de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest en un État allemand élargi impliquait la production et la diffusion d'un récit national afin de rallier la population à cet objectif politique. Lors d'une conférence de la campagne *Nie wieder Deutschland !*, Hermann L. Gremliza, rédacteur en chef du magazine de gauche *Konkret*, déclara que le

---

<sup>1</sup> *Die Radikale Linke, Grundlagen der Radikalen Linken*, p. 20.

soutien de la population aux plans de réunification de Kohl et le sentiment national étaient plutôt faibles, et qu'ils s'étaient seulement accru après que les dirigeants politiques eurent insisté lourdement sur le fait que ce soutien était indispensable pour défendre l'«intérêt national<sup>1</sup>».

Gremliza décrit donc le nationalisme comme «un programme idéologique», soutenu par des dirigeants politiques qui prétendaient définir le bien commun pour tous les membres d'une société donnée<sup>2</sup> : *«D'une manière générale, le nationalisme dans un État industriel moderne, c'est-à-dire au-delà d'une société tribale, est un programme idéologique qui, pour les gouvernés, pour l'individu ordinaire, "l'homme de la rue, [...] ne découle pas de leurs intérêts immédiats, et ne peut pas non plus être élaboré de cette façon. Le nationalisme prétend qu'il existe une collectivité supérieure, un intérêt fondé sur une communauté de sang (volksgemeinschaftliches), qui en réalité n'existe pas dans une société de classes<sup>3</sup>.»*

Selon lui, le nationalisme était une «fiction» : elle n'émergeait pas organiquement de la réalité matérielle des individus, mais était fabriquée par des acteurs politiques<sup>4</sup>. Les points communs entre les citoyens de la RFA et de la RDA étaient imaginés, exagérés ou on leur imposait un sens qui dépassait leur réalité, selon Gremliza. La réunification visait à éviter des contradictions insolubles dans la société ouest-allemande, et donc servait à détourner l'attention de la population vers l'objectif de la communion nationale, population qui sinon risquait de protester contre les inégalités matérielles et sociales.

---

<sup>1</sup> Hermann Gremliza, «Rede auf dem Kongress der Radikalen Linke», in Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), *«Deutschland? Nie Wieder!»* p. 33.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 33.

L'Etat devait imposer cette idéologie nationale au sein de la population, par différents moyens, qu'il s'agisse de l'hymne national, du système éducatif national, ou du service militaire, entre autres.

### **Le nationalisme venant d'en bas**

Si le nationalisme était analysé comme une idéologie défendue par les dirigeants politiques afin d'obtenir le soutien des masses, il était simultanément perçu comme une force qui émanait des masses elles-mêmes, qui ne venait pas seulement d'en haut, mais aussi d'en bas. Bernhard Schmid, qui participait aux campagnes antinationales à l'époque, expliqua ultérieurement comment coexistaient les deux critiques, celles du nationalisme d'en haut et du nationalisme d'en bas<sup>1</sup>. Comme Schmid l'écrit, *«nous ne nous opposons pas au fait que le capitalisme se présente comme le vainqueur de l'histoire et que ses protagonistes étendent désormais leur pouvoir économique sans aucune entrave. Mais l'essence des événements historiques ne réside pas dans l'identification des "intérêts de classe" des dirigeants de l'économie, mais plutôt dans le fait que toutes les autres classes sociales soutiennent le processus d'unification. [Notre campagne contre la réunification] faisait scandale parce que nous montrions qu'aucun des groupes sociaux opposés au capital ne pouvait s'exprimer<sup>2</sup>.»*

Avant même l'ouverture du mur de Berlin et le lancement de la campagne *Nie wieder Deutschland !*, les militants de *Die Radikale Linke* avaient déjà dénoncé les aspirations de certains partis politiques de gauche, syndicats et mouvements sociaux à s'intégrer dans les

---

<sup>1</sup> Bernhard Schmid, «Deutschland Reise auf die 'Bahamas': Vom Produkt der Linken zur neo-autoritären Sekte», in Gerhard Hanloser (ed.), *«Sie warn die Antideutschesten der deutschen Linken»: Zu Geschichte, Kritik und Zukunft antideutscher Politik* (Münster: Unrast, 2004), p. 26.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 26.

institutions. Ils avaient déjà critiqué ce qu'ils appelaient le «*délire rouge-vert*» qui, en collaborant avec l'Etat et les entreprises, avait contribué à la croissance du nationalisme.

Dans «La question allemande : quelle question ?», un participant à la campagne, Detlev zum Winkel, affirma que la réunification était interprétée par l'opinion publique allemande comme la fin de l'après-guerre, ce qui entraînerait une chaîne causale de résultats : la fin des conséquences de la Seconde Guerre mondiale pour les Allemands ; la fin des conséquences de la défaite allemande ; et la disparition de la défaite elle-même<sup>1</sup>. L'auteur affirma que cette logique était déjà en place dans les années 80 avec l'incident de Bitburg et la «querelle des historiens»<sup>2</sup>. Si cet enchaînement logique fonctionnait, la disposition psychologique de la population allait l'amener à «*faire la guerre aux côtés de Bismarck, à de l'empereur Guillaume II de Hindenburg, de Hitler contre le reste du monde, au lieu de lutter ensemble aux côtés du reste du monde contre le nationalisme, le militarisme, le racisme, l'antisémitisme, le nazisme*», écrivit-il<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Zum Winkel, «Deutsche Frage – welche Frage?» p. 194.

<sup>2</sup> L'incident de Bitburg et la querelle des historiens ont été deux événements significatifs durant les années 1980. Le chancelier allemand Helmut Kohl et le président américain Ronald Reagan se rendirent au cimetière militaire de Bitburg en 1985. Cette réconciliation symbolique se déroula devant les tombes des soldats allemands de la Wehrmacht et des SS tombés au champ d'honneur. Quant à la «querelle des historiens», elle fut déclenchée par la tentative des historiens conservateurs de réhabiliter la période du nazisme en présentant le Troisième Reich comme une simple réaction au stalinisme et à l'Union soviétique, et comme une stratégie de défense contre ceux-ci

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 194.

## Nationalisme et capitalisme

Selon *Die Radikale Linke*, le nationalisme était fondé sur la structure sociale de la société capitaliste moderne. Il découlait de la logique de la «guerre de tous contre tous» inséparable de l'économie de marché et des conflits internationaux entre les États-nations. L'idéologie de l'État est également fondée sur un marché concurrentiel. Les partis conservateurs, néolibéraux et sociaux-démocrates, «imposent une politique industrielle pour défendre la position dominante de la RFA sur le marché mondial» (le PIB de l'Allemagne occupait à l'époque le troisième rang mondial), «et pour lui construire de nouvelles opportunités», écrivit *Die Radikale Linke*<sup>1</sup>. Le réseau antinational établissait donc un lien entre la défense normale des «intérêts nationaux» des États-nations capitalistes modernes sur le terrain international, d'un côté, et l'idéologie du nationalisme, d'autre part.

La croissance de l'idéologie nationaliste au sein de la population, qui s'exprimait sous sa forme la plus radicale dans les partis politiques d'extrême droite, s'enracinait dans l'économie de marché, dans un environnement où «la concurrence de tous contre tous devient la norme, sur le marché du travail et dans la production "flexibilisée"<sup>2</sup>». Dans cette situation, «les personnes "compétentes" doivent pouvoir agir sans entrave ; les faibles et ceux qui refusent de jouer le jeu doivent accepter qu'ils méritent d'être les perdants<sup>3</sup>». En outre, ceux qui réussissent doivent «défendre leurs avantages contre ceux qui se situent en dessous d'eux<sup>4</sup>».

Cette «conduite standard» implique une «radicalisation social-darwinienne» lorsque cette «image sociale hiérarchique» est

---

<sup>1</sup> Ebermann et al., «Rechts ist die deutsche Mitte», p. 74.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 78.



interprétée à travers un récit national. «*Ceux qui se laissent distancer dans la lutte de tous contre tous (ou ceux qui la craignent), écrivent les militants du Réseau antinational, peuvent se retrouver dans ce portrait de la société*<sup>1</sup>. [...] *Ils peuvent se rassurer en se disant qu'ils ont subi une injustice (ou qu'ils en sont menacés) et que leur position [au bas de la hiérarchie sociale] devrait être occupée par d'autres : étrangers, minorités raciales et sexuelles*<sup>2</sup>.»

«*Ce sentiment de supériorité est instable*<sup>3</sup>. [...] *Il fonctionne sur une carte du monde, mais pas pour la structure sociale interne [au sein d'un territoire national donné]. Celui qui, vis-à-vis de l'extérieur [de l'entreprise et du pays], a quelque chose en commun avec son patron, à l'intérieur se situe tout en bas [de l'échelle sociale]. Il n'est qu'un vainqueur secondaire. Cette position n'est tolérable que si d'autres personnes occupent une place encore inférieure à la sienne. Si les faibles, à qui l'on n'appartient pas, prennent le dessus, les salaires réels stagneront, des pénuries de logements se développeront, et les enfants ne pourront pas suivre une formation d'apprentissage ; la peur augmente, et l'on comprend quelle est vraiment sa position dans la hiérarchie sociale : en bas plutôt qu'au sommet*<sup>4</sup>.»

Cette «*prise de conscience*» s'exprime dans l'idéologie du néonazisme. La radicalisation social-darwinienne, écrit *Die Radikale Linke*, «*se confirme et s'affirme sous la forme la plus vulgaire de l'idéologie d'extrême droite*<sup>5</sup>». En conséquence, «*les Republikaner affirment à leurs compatriotes [Volksgenossen*<sup>6</sup>] *qu'un tri s'effectuera*

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 78-79.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 78-79.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 78.

<sup>6</sup> *Volksgenossen* : si au départ ce terme désignait des «compatriotes», ou des «membres d'une communauté sociale

*et qu'ils ne se retrouveront pas au bas de l'échelle*». Mais l'extrême droite n'a pas organisé cette situation, elle l'a seulement radicalisée.

Selon cette perspective, les Republikaner «*poussaient la rhétorique nationaliste*» plus loin que les partis conservateurs de la CDU et de la CSU, le FDP néolibéral et le SPD social-démocrate, mais ils n'étaient pas responsables de «*l'organisation de son essence économique fondamentale*». Ce travail avait déjà été effectué par les partis centristes et la structure sociale de la société capitaliste moderne<sup>1</sup>.

Ainsi, la campagne *Nie wieder Deutschland!* considérait que l'extrême droite radicalisait la concurrence normale entre les États-nations sur le marché mondial ; qu'elle élevait une image fondée sur des inégalités de groupe au rang d'un idéal, dans lequel la RFA devrait lutter pour obtenir la première place, au détriment des autres. Pour *Die Radikale Linke*, cette exclusion interne résultait du désir d'éprouver un sentiment de supériorité au sein d'un schéma social hiérarchique.

### **Patriotisme négatif et opposition à l'intégration**

En réponse à la montée du nationalisme, *Die Radikale Linke* défendit également une forme de «patriotisme négatif<sup>2</sup>» : «*Chaque demandeur d'asile et immigré de chaque pays qui a été pillé par la RFA est plus proche de nous que les "frères et sœurs" est-allemands qui s'identifient à la société concurrentielle et chantent dans la chorale de la "Grande Allemagne"*<sup>3</sup>».

Il fallait contrer le nationalisme en promouvant l'humanité et la «*solidarité avec les faibles, les exclus et les personnes stigmatisées*<sup>4</sup>».

---

solidaire», il fut récupéré par les mouvements *völkisch* qui y ajoutèrent une dimension raciste et antisémite (*NdT*).

<sup>1</sup> Ebermann et al., «Rechts ist die deutsche Mitte», p. 74.

<sup>2</sup> *Die Radikale Linke*, p. 197.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 197

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 197

Ces militants soutenaient que tout individu vivant sur le territoire de la RFA devait avoir droit à la nationalité allemande, et que les personnes issues de l'immigration devaient bénéficier de la double nationalité. Selon eux, la RFA était un «*État multinational*» composé de personnes originaires de nombreux pays et formant une «*société multinationale*<sup>1</sup>». Les mouvements sociaux devaient donc «*exprimer et soutenir pratiquement ce caractère multinational*» et notamment «*changer leur mode d'organisation, leur culture politique et pratiquer le multilinguisme*<sup>2</sup>».

Ce n'était cependant qu'un élément du changement fondamental qu'ils voulaient mettre en œuvre contre l'intégration nationale. La campagne *Nie wieder Deutschland!* attaqua également les tendances à s'intégrer dans les institutions, qu'elle identifia non seulement parmi la population en général, mais aussi dans les partis de gauche, les syndicats et d'autres courants de la gauche.

*Die Radikale Linke* souligna qu'elle cherchait à développer «*le pouvoir de la négation*<sup>3</sup>». Selon ses militants, la participation de la gauche aux événements de 1989/1990 avait seulement contribué à renforcer les forces nationalistes et la droite. Se référant à l'intégration historique de la gauche allemande entre 1914 et 1933 dans le consensus national, ils affirmaient que l'intégration institutionnelle contredisait leurs objectifs et révélait un certain danger, contre lequel ils mettaient en garde de façon radicale.

Plutôt que de chercher à influencer les événements sociaux et politiques en coopérant avec les tendances dominantes dans l'espoir

---

<sup>1</sup> FreundInnenkreis der Radikalen Linken, Köln, «Thesenpapier zum Thema 'Ethnisch-nationale Minderheiten,'» in Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), «*Deutschland? Nie Wieder!*» p. 166.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 166.

<sup>3</sup> Gaston Kirsche, «Hypermarginalisierte Outlaws», in *Konkret* 2 (2003), p. 24.

de les orienter vers la gauche, les militants de *Die Radikale Linke* reconnaissaient que leur position était marginale. Selon eux, le consensus national s'étendait à tout le spectre politique, des plus hautes sphères de l'État aux patrons, aux syndicats, aux organisations écologistes et aux autres ONG, jusqu'au niveau de la conscience des individus.

Pendant que la gauche traditionnelle dénonçait le rôle des forces du marché qui, dans les nouveaux territoires de l'Est, cherchaient à avoir accès directement à une main-d'œuvre et à des ressources bon marché ainsi qu'à de nouveaux marchés de consommation, *Die Radikale Linke* se concentrait plutôt sur le consensus social qui soutenait la campagne vers l'unification.

Selon ses militants, ce **consensus national** visait à imposer l'idée d'un «intérêt national». Malgré les coûts matériels pour la population, celle-ci devait accepter la privatisation massive des industries est-allemandes, le démantèlement du système de protection sociale et la montée en flèche du chômage pour défendre l'«intérêt national».

Une pratique antinationale cohérente n'impliquait nullement de prendre ses distances par rapport au contexte socio-historique, d'adopter une position uniquement dénonciatrice et donc de chercher à se purifier de tout nationalisme ; elle impliquait de déterminer quelle était sa position dans ce contexte historique, et de combattre contre lui. Trouver ses points de repère dans cette histoire contemporaine ne signifiait pas non plus promouvoir de nouveaux héros qui étaient allés à contre-courant dans le passé et, en s'identifiant à eux, se débarrasser des taches indélébiles de l'Histoire.

Au contraire, comme l'écrivirent Maria Baader et Gotlinde Magiriba Lwanga, il fallait «*se positionner enfin, en tant que femme, en tant que gauchiste, en tant qu'Allemande, en tant que Blanc ou Blanche, dans l'histoire, pour abandonner le refoulement et les distorsions ; il nous faut admettre que le nationalisme, le racisme et l'antisémitisme ne sont pas seulement les armes des dirigeants, mais qu'ils ont aussi une dynamique et une fonction dont nous sommes en*

*partie responsables [...] et ainsi nous pourrions créer la base d'un mouvement antinational allemand<sup>1</sup>*».

En réponse au processus d'unification politique et aux événements sociaux et politiques qui l'entourèrent, la campagne *Nie wieder Deutschland!* défendit une perspective particulière sur la question du nationalisme, de la nation et de l'État-nation. Ses militants critiquèrent les orientations géopolitiques du gouvernement d'Helmut Kohl et les aspirations de la RFA à défendre des intérêts purement «nationaux». Ils dénoncèrent les aspirations de la RFA à étendre son territoire, et sa puissance sur le continent européen, et en Europe de l'Est en particulier.

Pour *Die Radikale Linke*, l'unification politique n'était cependant pas possible sans la formation d'un consensus sociétal sur les ambitions nationalistes de la RFA. Ils critiquèrent l'engouement généralisé qui s'exprimait en faveur du projet national parmi les membres des différentes classes sociales et dans tout l'éventail politique. Ce consensus social signifiait que même les membres des classes dont le niveau socio-économique était le plus bas soutenaient ce programme politique, malgré l'impact négatif qu'il aurait sur elles sur le plan matériel. Les militants de *Die Radikale Linke* évoquèrent la privatisation massive des industries est-allemandes, l'augmentation brutale du chômage, la suppression des lois du travail de l'ancienne RDA, comme celle sur l'égalité des sexes dans l'emploi, et d'autres éléments encore.

Suivant l'approche marxiste traditionnelle, ils considéraient le nationalisme de la population comme un malentendu, une mécompréhension de ses intérêts matériels réels. En décrivant

---

<sup>1</sup> Maria Baader and Gotlinde Magiriba Lwanga, «Redebeitrag auf dem Kongress der Radikalen Linken», in Kongressvorbereitungsgruppe (dir.), *«Deutschland? Nie Wieder!»* p. 24, souligné dans l'original.

comment fonctionne une «*communauté politique imaginée*» Benedict Anderson avait montré qu'elle était imaginaire parce que «*indépendamment de l'inégalité et de l'exploitation réelles qui peuvent y prévaloir, la nation est toujours conçue comme une profonde fraternité horizontale*<sup>1</sup> ». Ce consensus national fut partiellement promu par les élites politiques et les grands médias, mais il fut aussi partagé par ceux d'en bas. Plutôt que de simplement critiquer les élites politiques, la campagne *Nie wieder Deutschland !* se distingua en prenant aussi pour cible le nationalisme des masses.

Selon ses militants, la «communauté imaginée» qu'était la nation allemande ne justifiait pas la fusion des deux États. En outre, elle représentait un grave danger, compte tenu des tentatives passées de l'Allemagne d'étendre son territoire et d'accroître son rôle politique international.

---

<sup>1</sup> Anderson, *Imagined Communities*, p. 7. [*L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996.]

### 3.

## Quelque chose de préférable à la nation (*Etwas besseres als die Nation*)

Si *Die Radikale Linke* avait rassemblé une coalition hétéroclite de militants de gauche et d'extrême gauche opposés à l'unification politique des deux Allemagne et au nationalisme allemand, ce réseau hétérogène ne dura guère. Cependant, cette alliance éphémère marqua seulement le début des mobilisations antinationales. Face à la montée des mouvements néo-fascistes, ainsi qu'au virage à droite du discours politique dominant et des politiques publiques, une nouvelle formation antinationale vit le jour.

En 1992, une vague de violence raciste balaya tout le pays et poussa un groupe de militants à se réunir à l'échelle nationale ; ils prirent le nom de *Comités de salut public*<sup>1</sup> (*Wohlfahrtsausschüsse*) et lancèrent une campagne intitulée «Quelque chose de préférable à la nation<sup>2</sup>» (*Etwas Besseres als die Nation*).

---

<sup>1</sup> Ils furent «nommés ainsi sur le modèle éponyme de la Révolution française» selon Anne Joly, *Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (1985-1999*, thèse de doctorat disponible en ligne, (NdT).

<sup>2</sup> Il s'agit d'une «audacieuse allusion au conte des musiciens de Brême des Frères Grimm. “Tu trouveras n'importe où quelque chose de préférable à la mort”, c'est ainsi que l'âne du conte encourage le

En raison de la violence raciste dans des villes comme Hoyerswerda, Rostock et Mölln, de la croissance rapide des organisations néonazies, de la frénésie publique contre l'immigration et le droit d'asile et de l'adoption du «Compromis sur l'asile» (*Asylkompromiss*), le nouveau groupe décida d'intervenir dans la sphère publique, tant au niveau des analyses que de la pratique, pour combattre le «*potentiel de l'extrême droite dans l'État et la société*<sup>1</sup>».

Ces militants coordonnèrent des débats semi-publics sur des questions politiques d'actualité et des «sessions de stratégie» pour les groupes de la société civile engagés dans le «travail antiraciste». Mais surtout, ils organisèrent une caravane de musiciens, d'artistes, d'intellectuels et de militants ouest-allemands issus des mouvements sociaux, qui prirent le chemin de l'Allemagne de l'Est, afin de soutenir celles et ceux qui s'opposaient à l'extrême droite dans l'espace public. En outre, les *Comités de salut public* coordonnèrent une manifestation contre l'adoption de la Réforme de l'asile, en bloquant physiquement le bâtiment du Parlement, à Bonn, en 1993.

Le groupe publia un livre *Etwas Besseres als die Nation : Materialien zur Abwehr des gegenrevolutionären Übels* (Quelque

---

*vieux coq que sa maîtresse veut sacrifier pour le dîner, à rejoindre la troupe de musiciens qu'il forme avec les autres animaux. Le Comité de salut public de Hambourg faisait ainsi une allusion directe au conte de Grimm symbolisant la réponse des domestiques et petites gens, incarnés par les quatre animaux domestiques, à leurs maîtres. [...] En tous les cas, la nation valait la mort pour ces artistes et militants de la gauche radicale, en quête d'une cohésion d'un autre type avec leurs partenaires de l'Est.» Anne Joly, op. cit.*

<sup>1</sup> Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «Unser Minimalziel», in *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation. Materialien zur Abwehr des gegenrevolutionären Übels*, Edition ID-Archiv, 1994, p. 17.



chose de préférable à la nation : Matériaux pour conjurer le mal contre-révolutionnaire). Cet ouvrage tenta de développer des réponses pratiques et des analyses face au nationalisme populaire et au racisme, ainsi qu'à la résurgence de l'extrême droite. Ses partisans souhaitaient aborder la relation entre le racisme et le nationalisme, et montrer comment leurs apparitions dans la société civile entretenaient des liens avec l'État et les politiques publiques.

Comme ceux de la campagne *Nie wieder Deutschland !* (L'Allemagne ? Plus jamais ça !), les membres des *Comités de salut public* appartenaient à la gauche extraparlamentaire ou sympathisaient avec ses idées. Il s'agissait de spécialistes des sciences sociales, de journalistes de presse et de radio, de maîtres de conférence, d'artistes et de militants politiques de nombreuses villes ouest-allemandes. Selon eux, la campagne s'était «constituée à partir d'un groupe *ad hoc* de musiciens, de DJ, d'artistes, d'auteurs et de journalistes», qui avait pour but de contrer «les attaques fascistes contre les immigrés, les gays, les handicapés, les gauchistes et la contre-culture<sup>1</sup>».

Comme stratégie d'«intervention», ce groupe chercha à développer une pratique culturelle, ouverte aux personnes qui n'étaient pas directement impliquées dans les groupes politiques de gauche et d'extrême gauche, et qui souhaitaient contrer l'extrême droite sous différentes formes. Les *Comités de salut public* voulaient soutenir celles et ceux qui détestaient le virage à droite du gouvernement et de la société, mais avaient peur d'intervenir publiquement, et voulaient acquérir plus d'autonomie et d'assurance en s'entraïdant afin de devenir une force contestataire.

Ayant une riche expérience dans le champ culturel, ils cherchèrent à utiliser l'appât de la musique ainsi que leur accès aux médias, et ils

---

<sup>1</sup> Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «Etwas Besseres als die Nation: Zur Begründung der Tour» in *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation*, p. 46.

déclenchèrent des discussions publiques sur le nationalisme, la violence d'extrême droite et les politiques d'exclusion sociale menées par l'Etat.

Parmi leurs principales activités, les *Comités de salut public* organisèrent des réunions publiques pour discuter du nouveau nationalisme et élaborer des stratégies pour le combattre ; une tournée politique et culturelle d'artistes, d'intellectuels et d'acteurs des mouvements sociaux ouest-allemands à travers l'Allemagne de l'Est, avec des concerts, des débats publics, des distributions de tracts pour soutenir des initiatives antifascistes dans l'ancienne RDA ; et une protestation massive, selon les règles de la désobéissance civile, en vue de bloquer la session parlementaire sur le «Compromis sur l'asile» et donc contre le droit de l'Etat à choisir qui pouvait rester en RDA et qui devait en être expulsé.

### **Favoriser le débat et l'engagement**

Les membres des *Comités de salut public* cherchèrent à encourager le débat public, à stimuler la critique et l'opposition au nouveau nationalisme.

Ils organisèrent des réunions publiques et des «sessions de stratégie» pour les personnes qui espéraient optimiser leur engagement dans la société civile, développer la réflexion théorique, élaborer des stratégies et améliorer la coordination entre les diverses initiatives.

En décembre 1992, le *Comité de salut public* de Hambourg appela à une réunion nationale pour une «*première discussion*» sur la manière de répondre à la vague de violence raciste qui avait éclaté dans l'Allemagne après l'unification. Intitulé «Notre objectif minimal» cet appel visait à réunir les gens pour discuter de l'initiative «Quelque chose de préférable à la nation<sup>1</sup>».

Dans cette brève déclaration, les auteurs annonçaient qu'ils voulaient prendre «*la défense symbolique de l'espace public et privé*

---

<sup>1</sup> Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «Unser Minimalziel», pp. 17-18.

contre l'influence croissante des groupes néo-fascistes<sup>1</sup> ». Cette rencontre devait permettre « l'échange d'opinions sur la situation [politique actuelle], la discussion des positions et le développement de perspectives pour le travail antiraciste<sup>2</sup> ». Cela ouvrirait « un forum pour différentes approches afin de développer une telle pratique », et pour assurer une « coordination » entre plusieurs groupes et projets<sup>3</sup>. Il fut proposé de soutenir des initiatives pour lutter contre la violence raciste et l'extrême droite dans l'ancienne Allemagne de l'Est, où les violences et le harcèlement contre les immigrés et les demandeurs d'asile pouvaient se poursuivre pendant des jours sans susciter de réactions parmi la société civile. Plus concrètement, le groupe suggéra d'organiser une tournée politique et culturelle à travers l'Allemagne de l'Est et de tenir des concerts et des débats publics<sup>4</sup>.

Ces réunions permettraient de lancer les premières discussions publiques tenues par le groupe, afin de produire des analyses et de s'organiser contre le virage à droite qui s'était produit immédiatement après la réunification. Ils espéraient ainsi mieux comprendre les changements survenus en RFA après 1989 ; ils souhaitaient « intervenir » dans les débats politiques qui se produisaient dans la presse et combattre les formes de racisme qu'ils rencontraient dans la société civile. Comptant sur de nombreux participants actifs dans le champ culturel, plutôt que dans le champ explicitement politique, ils cherchèrent à « connecter une pratique subversive dans les sphères culturelles aussi bien que politiques<sup>5</sup> ». Cette démarche aiderait à

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>5</sup> *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation*, p. 13.

impliquer de nouvelles personnes, notamment celles qui étaient «*en dehors d'un contexte politique traditionnel*»<sup>1</sup>.

#### **Etwas Besseres als die Nation**

La caravane «Quelque chose de préférable à la nation» démarra au début de 1993. Elle réunit 250 musiciens, intellectuels et militants antifascistes, qui donnèrent des concerts et tinrent des débats publics dans les nouveaux *Länder* d'Allemagne de l'Est afin de créer un contrepoids à la mouvance émergente d'extrême droite et à l'ambiance générale. Ils se rendirent spécifiquement dans les villes et les lieux où la violence raciste avait éclaté, notamment à Rostock, Dresde et Leipzig. Ils espéraient y établir des liens avec les citoyens est-allemands et leur apporter un soutien «*pour défier l'extrême droite et l'affronter publiquement*»<sup>2</sup>.

Dans leur appel pour leur tournée politique et culturelle, les *Comités de salut public* de Hambourg décrivent le sentiment d'aliénation profonde et d'impuissance qu'ils avaient éprouvé en observant la violence raciste en Allemagne au début de 1993, et ils exprimèrent le besoin d'une réponse à la fois pratique et théorique : «*L'Allemagne au printemps 1993 : plus nous la regardons de près, plus elle nous semble étrangère. Il ne nous reste plus qu'à convertir cette observation en critique. Vous êtes outré par les pogroms contre les "étrangers" ; vous voulez faire quelque chose contre eux et vous vous trouvez soudain devant une montagne de questions. Vous voulez agir concrètement avec les autres et vous réalisez soudainement que vous devez aussi être abstrait, développer et discuter des concepts*»<sup>3</sup>.

Selon les *Comités de salut public* de Hambourg, l'analyse de cette résurgence nationaliste devait tenir compte de la diversité des acteurs

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>2</sup> Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «Unser Minimalzeit», p. 18.

<sup>3</sup> Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «Zur Begründung der Tour», p. 45, *emphasis in original*.

qui la soutenaient. Les skinheads armés avaient des alliés parmi les journalistes. Les responsables gouvernementaux qui cherchaient à imposer des mesures étatiques pour empêcher l'entrée des demandeurs d'asile dans le pays coexistaient avec des gens ordinaires qui voulaient que l'État agisse plus rapidement pour résoudre le «problème de l'asile», tandis que la position du Parti social-démocrate sur cette question se rapprochait de plus en plus de celle des conservateurs.

Selon les *Comités de salut public*: «*Vous voulez affronter le nazi qui brandit sa batte de baseball et vous découvrez qu'il a des alliés dans le feuilleton de votre journal et sur le marché du livre ; ces alliés formulent des justifications ouvertes ou codées, qui seront lues par beaucoup d'individus et que vous devez critiquer avec virulence. Durant les informations du matin, le ministre de l'Intérieur appelle les Etats d'Europe de l'Ouest et de l'Est à une "stratégie de défense concertée et globale contre l'entrée des réfugiés."* Dans votre boulangerie habituelle, un client s'empporte contre "l'inaction des politiciens sur la question de l'asile". A midi, vous lisez dans votre quotidien : "Sur la question de l'asile, le Parti social-démocrate s'est rapproché de la position de la coalition gouvernementale" et "Dans la ville de Halle, des skinheads attaquent les maisons des Vietnamiens avec des cocktails Molotov"<sup>1</sup>.»

Derrière la résurgence nationaliste, les *Comités de salut public* percevaient un ensemble multiple et hétérogène d'acteurs sociaux, mais ils mettaient en garde contre une personnalisation de la question ; ils ne souhaitaient pas limiter la compréhension du nationalisme ou du racisme à la dénonciation d'un certain nombre d'individus dont la société pourrait se débarrasser en les empêchant de nuire. Il existait une relation entre ces différents acteurs qui fonctionnaient ensemble de façon interactive : «*Pendant que les foules d'extrême droite persécutaient les réfugiés, le parlement travaillait fébrilement sur un*

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 45.

*autre moyen pour atteindre le même but<sup>1</sup>.» On avait affaire à une «vaste coalition à peine cachée entre le Parlement, le terrorisme nazi, des citoyens normaux, la police et les médias ; engagés dans une interaction cynique, ils cherchaient tous ensemble à trouver “la solution au problème des demandeurs d’asile”<sup>2</sup>.»*

Les *Comités de salut public* s’opposèrent non seulement à la violence directe et brutale des émeutiers contre les non-Allemands, mais aussi aux mesures étatiques qui limitaient les droits des «étrangers». L’engagement politique concret du groupe consista à cibler ces deux formes de nationalisme.

Leur objectif n’était pas seulement d’arriver à démobiliser les foules d’extrême droite et à mettre fin à la violence physique directe, mais aussi de combattre l’exclusion des réfugiés qui prenait d’autres formes. Ils faisaient ici allusion aux mesures étatiques telles que le «Compromis sur l’asile». Ils ne cherchaient pas à influencer la politique publique, si cela signifiait que *«les méthodes brutales des néonazis seraient remplacées par des procédures légales “plus propres”, [c’est-à-dire] par l’expulsion des réfugiés<sup>3</sup>»*. (Comme nous le verrons plus loin, ils s’opposaient à l’État et cherchèrent à empêcher que le «Compromis sur l’asile» soit adopté par le Parlement.)

Pourtant, l’extrême droite ne voulait pas seulement persécuter et exclure des individus concrets, que ce soit par des agressions physiques et par la terreur, ou par des moyens étatiques – elle voulait aussi gagner sur le plan symbolique. Selon les *Comités de salut public*, *«l’extrême droite, en pratiquant une terreur systématique, non seulement cherche à conquérir et à dominer les rues, les lieux publics*

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 46.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 48.

*et les bars à coups de battes de baseball et de bombes incendiaires, mais elle cherche aussi à occuper l'espace idéologique<sup>1</sup>».*

C'est pourquoi les «contre-mesures purement axées sur la pratique, qui ont peu d'impact sur le contenu ou ont des fondements faibles» sont «inefficaces» et «fatales<sup>2</sup>». Comme en témoignent les confrontations physiques avec les néo-nazis, qui s'étaient développées dans la mouvance des Autonomes dans les années 1980 et continuèrent dans les années 1990, ou les marches commémoratives aux chandelles. Il ne fallait pas limiter son attention aux néonazis, mais inclure la large matrice des forces sociales qui avaient contribué à la résurgence nationaliste ces années-là.

Dans les villes visitées par la caravane, les *Comités de salut public* organisèrent des concerts de hip-hop et de punk rock, destinés principalement aux jeunes. Ils distribuèrent aussi des tracts pour faire connaître leurs analyses politiques et, à Rostock, ils apposèrent une plaque sur un mur près du lieu des attaques, en août 1992, contre les foyers d'hébergement des travailleurs sous contrat et des réfugiés. La pose d'une plaque était un moyen concret pour attirer l'attention sur l'histoire de la violence raciste dans la ville et persuader la population locale d'empêcher que cela se reproduise. Sur la plaque, on pouvait lire un appel à se souvenir des victimes des nazis à Rostock, ainsi que de celles de la violence raciste en 1992 : «*Ces expériences et la responsabilité historique du peuple allemand doivent être maintenues vivantes, afin d'éviter que la violence et le mépris de l'humanité se répètent.*» Cependant, peu de temps après, le groupe le signala que la plaque avait été enlevée par des anonymes<sup>3</sup>.

Cet épisode était symbolique de leur tournée, et ils jugèrent eux-mêmes que la population les avait accueillis avec indifférence ou

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>3</sup> *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation*, p. v.

hostilité, tout comme les groupes de gauche qu'ils avaient pourtant ciblés, et qui, lors de leur passage à Leipzig, s'étaient même opposés à eux.

L'un des participants à la tournée, Andres Fanizadeh, raconta que la caravane avait dû faire face à l'«indifférence infinie» de la population. Pourtant, cette initiative avait été bien préparée et avait mobilisé suffisamment de personnes pour se défendre contre une attaque néonazie et suffisamment de journalistes pour empêcher les mesures répressives qu'auraient pu prendre les autorités<sup>1</sup>.

Bien qu'ils aient pu mener à bien presque toutes leurs activités – y compris coller des affiches, peindre des graffitis et organiser des manifestations dans le centre-ville accompagnées de discours propagés par des haut-parleurs – leur caravane fut ignorée. Et après qu'ils furent partis, toutes les traces de leur présence furent effacées : *«Vous pouviez dessiner des slogans et coller des affiches sur les murs pour l'abolition de toute entrave au droit d'asile ; vous donniez simplement un peu plus de travail à ceux qui nettoyaient les façades des bâtiments. Même les sonos et les discours transmis par haut-parleurs dans les centres villes n'attiraient pas l'attention des piétons qui passaient à toute vitesse. Quant aux discussions théoriques dans les lieux de la contre-culture en Allemagne de l'Est, la mouvance de gauche, à l'exception de Leipzig, ne s'y intéressait pas du tout. Et les concerts le soir ? de quoi parlent ces musiciens ? Du son, du rythme, à fond la caisse<sup>2</sup> !*

Les *Comités de salut public* firent face à une indifférence générale : *«Cela n'a servi à rien. Nous n'arrivions pas à faire la différence entre nos amis et nos ennemis<sup>3</sup>.»* Bien qu'ils n'aient pas été

---

<sup>1</sup> Andreas Fanizadeh, «Vorwort», *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation*, p. 7.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 7-8.



attaqués par des néonazis ni réprimés par la police, ils repartirent avec une «*terrible sensation de vide*<sup>1</sup>».

Ils avaient «*complètement échoué*<sup>2</sup>» à améliorer la coopération entre les initiatives en Allemagne de l'Est et de l'Ouest. Leur seul succès résida dans la constitution d'une coalition d'artistes, d'intellectuels et de groupes politiques qui défièrent «*l'Etat-nation répressif*». Une critique antinationale émergea au sein des mouvements sociaux de gauche, mais aussi parmi un public beaucoup plus large à travers les journaux, la musique et l'art.

### **Le combat contre la Réforme du droit d'asile**

Le troisième projet important des *Comités de salut public* était dirigé contre le «Compromis sur l'asile». Ils voulaient bloquer physiquement le bâtiment du Parlement à Bonn par une action massive de désobéissance civile et empêcher l'adoption du projet de loi le 26 mai 1993.

Dans leur appel au blocage du Bundestag, les *Comités de salut public* critiquèrent les sévères limitations imposées au droit d'asile dans le paragraphe 2 de l'article 16 qui stipulait : «*L'asile ne peut être accordé à ceux qui viennent d'un État membre de la Communauté européenne ou d'un pays tiers où l'application de la Convention de Genève est garantie*<sup>3</sup>». Ils soutinrent que la Réforme du droit d'asile empêchait toute possibilité pour les demandeurs d'asile d'entrer en Allemagne par voie terrestre<sup>4</sup>. Ils rejetaient catégoriquement l'idée que l'État ait le droit de réglementer les flux de ceux qui traversaient les frontières nationales : «*Le seul moyen pour des personnes persécutées [d'obtenir l'asile en Allemagne] serait de réserver un vol sans escale vers la RFA depuis l'agence de voyage de leur prison*

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 7-8.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 47.

[dans leur pays d'origine]. *La RFA a surtout fait pression sur les pays de l'Est européen pour qu'ils deviennent leurs complices. Ces derniers sont censés servir de barrière extérieure, afin d'empêcher les immigrés et les réfugiés de se rendre en Allemagne ; ils leur refusent ainsi la même liberté de mouvement au nom de laquelle on a supprimé la RDA quelques années auparavant*<sup>1</sup>.»

Ce refus d'accepter le droit de l'État à contrôler ses frontières fut exprimé clairement: «*Le pouvoir de décider si quelqu'un est ou non politiquement persécuté, s'il se trouve (ou pas) dans une situation d'urgence, ne doit pas rester entre les mains des partis politiques représentés au Parlement.*» C'est pourquoi les *Comités de salut public* de Francfort affirmèrent : «*Nous nous opposons à tout critère de sélection qui refuse la résidence aux personnes qui, par désir ou par nécessité, choisissent de vivre dans ce pays*<sup>2</sup>.»

Entre trois mille à quatre mille personnes tentèrent d'encercler le Parlement<sup>3</sup>. La forte présence de la police réussit à empêcher le déroulement de la session parlementaire, et seuls certains ministres eurent du mal à entrer. Trois points d'entrée au Parlement étant bloqués, de nombreux ministres durent arriver par bateau ou par hélicoptère. «*La plupart des ministres ont appris ce que l'on ressent lorsqu'on bloque une "voie d'accès terrestre"*, écrivit Wolf Wetzel<sup>4</sup>. [...] *La majorité des députés [n'ont pu accéder au Parlement qu'en*

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 47.

<sup>2</sup> Wohlfahrtsausschuss Frankfurt am Main/Autonomes Antirassistisches Plenum Frankfurt am Main, «Neue Hausordnung: Betreten Verboten!» in *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation. Materialien zur Abwehrdes gegenrevolutionären Übels*. (Berlin/Amsterdam: Edition ID-Archiv, 1994), p. 163.

<sup>3</sup> Wolf Wetzel, «Die Abschaffung des Asylrechts 1993—ein Rückblick», *EyesWideShut*, January 20, 2008.

<sup>4</sup> *Ibid.*

bateau] et ils ont trouvé ce détour humiliant et déshonorant. Ils auraient souhaité que la police organise une opération plus forte [pour faire respecter] leur droit évident à la liberté de circulation<sup>1</sup>.»

Si cet acte de protestation perturba la session parlementaire et obligea la presse à en parler, il ne réussit donc pas à empêcher l'adoption du «Compromis sur l'asile».

#### **Une analyse structurelle**

L'analyse du nationalisme par les *Comités de salut public* comportait de multiples éléments. Selon eux, le nationalisme était un élément populaire et solidement implanté dans la société qui se répercutait dans toute la population : ce n'était pas un phénomène social marginal touchant une frange isolée. En effet, ceux qui avaient agressé les demandeurs d'asile et les travailleurs sous contrat à Rostock, par exemple, avaient bénéficié du soutien de la population adulte ; de même la foule des spectateurs qui avaient applaudi ces agressions avait aussi cherché à empêcher l'intervention de la police. Lorsqu'on leur avait demandé leur avis, ils avaient tenu des propos similaires à ceux des émeutiers et défendu ces derniers comme étant des victimes de la «surpopulation étrangère» («Überfremdung»).

Dans un texte intitulé «Gegen die völkische Mitte» («Contre les milieux völkisch<sup>2</sup>»), un des groupes membres des *Comités de salut public*, l'*Autonome l.u.p.u.s-Gruppe*, expliqua que le nationalisme imprégnait toute la société. Il était soutenu par divers acteurs sociaux

---

<sup>1</sup> *Ibid.*

<sup>2</sup> *Völkisch* : terme fièrement revendiqué par ses partisans (on pourrait le traduire par «de souche authentique», ou «lié au sang et au sol de la mère patrie»), mais en réalité nationaliste-raciste-antisémite. Les mouvements *völkisch* apparurent en Allemagne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et jouèrent un rôle important dans le conditionnement nationaliste et antisémite de la population, bien avant 1933, et dans la définition de l'idéologie nazie (*NdT*).

et par différents moyens, «*qu'il s'agisse d'incendiaires ou de politiciens qui prétendent "être envahis par les étrangers", que ce soit avec des rangers ou des attachés-case, au bureau, dans l'administration, dans les services publics ou dans la rue*<sup>1</sup>».

Selon ces militants, l'énorme recrudescence des crimes d'extrême droite «*n'avait pas besoin de se produire en dépit de la police, des dirigeants politiques démocratiques ou de la majorité de la population*» ; elle pouvait parfaitement se dérouler sous la protection de la police, des responsables publics et de la majorité de la population <sup>2</sup>. Il ne suffisait pas d'affronter physiquement les mobilisations néonazies. Les mouvements sociaux devaient aussi développer des pratiques qui tiennent compte des «*connaissances et de l'expérience historique*», selon lesquelles «*les actions racistes et völkisch trouvent leur origine au centre de la société*» ; elles ont «*leur fondement légal dans les institutions étatiques, les partis politiques démocratiques, le système policier et judiciaire, les structures médicales et culturelles*<sup>3</sup>».

Dans leur appel pour la caravane «*Quelque chose de préférable à la nation*», les *Comités de salut public* de Hambourg avaient eux aussi déclaré que le racisme ne provenait pas des individus, mais plutôt de la structure sociale de la société moderne : «*Le racisme nous scandalise le plus lorsqu'il s'exprime directement à partir de personnes données ou lorsqu'il est perpétré directement contre des individus précis. Cela nous donne l'impression que le racisme peut être combattu en luttant seulement contre les racistes. Mais l'équation «Chasser les nazis = Chasser le racisme» ne fonctionne pas. Ceux qui croient que le racisme n'existe que "à travers" les individus racistes,*

---

<sup>1</sup> Autonome I.u.p.u.s.-Gruppe, «Gegen die völkische Mitte», in *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation*, p. 33.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 32.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 34, souligné dans l'original.

*ne prennent pas en compte les structures racistes de sa reproduction dans la modernité<sup>1</sup>.»*

Leur vision du nationalisme ne se limitait pas à des acteurs isolés et marginaux : ils le considéraient plutôt comme un élément de la structure sociale.

### **Interaction entre l'État et la société**

Les *Comités de salut public* prenaient en compte la multiplicité des acteurs du nationalisme et s'intéressaient donc à la dynamique interactive entre les niveaux de l'État et de la société civile<sup>2</sup>, où l'économie, l'État, la société et les médias jouaient tous des rôles critiques<sup>3</sup>. Pour comprendre cette dynamique, on «*doit toujours considérer qu'il existe une "unité d'action" historique, structurelle et actuelle, entre de multiples pouvoirs, et que l'analyse ne nous conduit jamais à une seule source<sup>4</sup>*». Ils refusaient de réduire le nationalisme à un seul facteur d'explication. Ce n'était pas non plus un simple outil idéologique utilisé par des élites manipulatrices car il avait une existence structurelle dans les États-nations capitalistes. Pourtant, ceux-ci ne conduisaient pas automatiquement à la violence nationaliste ou ethnique. Il fallait tenir compte d'importants facteurs subjectifs. En analysant les événements politiques concrets de leur époque, les *Comités de salut public* se concentrèrent sur les relations entre la «frénésie médiatique» à propos de l'asile et de l'immigration, la violence physique d'une fraction de la population et la réforme constitutionnelle du droit d'asile, c'est-à-dire de la politique de l'Etat.

---

<sup>1</sup> Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «Etwas Besseres als die Nation», p. 45.

<sup>2</sup> Wohlfahrtsausschuss Frankfurt am Main/Autonomes Antirassistisches Plenum Frankfurt am Main, «Neue Hausordnung», p. 163.

<sup>3</sup> Terkessidis, «Die Geschichte zurückerobern», p. 80.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 80.

### **La concurrence internationale**

Les *Comités de salut public* soulignèrent aussi que le racisme et le nationalisme ne se limitaient pas aux individus, et donc que «*les niveaux individuel et institutionnel se soutiennent mutuellement*<sup>1</sup>». Ceci était particulièrement vrai pour les sociétés fondées sur une économie de marché soumise à une dynamique de «*concurrence acharnée*» : «*Comme dans toute société fondée sur un marché où une concurrence acharnée et permanente façonne tous les aspects de la vie, en Allemagne, on teste quotidiennement les gens pour déceler leurs “faiblesses” réelles ou supposées ( en fonction des normes en vigueur), afin de les classer comme des concurrents inférieurs*<sup>2</sup>.»

Cependant, les opportunités matérielles offertes aux individus dépendaient non seulement de leur performance personnelle, mais aussi d'autres forces, en particulier de l'économie de chaque nation. Dans ces conditions, une dynamique structurelle faisait naître l'espoir chez les salariés que «*leur patron fasse de bonnes affaires avec eux et avec les autres*» pour «*qu'ils puissent continuer à être salariés demain*<sup>3</sup>». C'est-à-dire que les avantages et inconvénients matériels ne reposaient pas seulement sur l'individu, mais aussi sur la structure sociale qui lui procurait ces avantages et ces inconvénients.

Mais si la nation pouvait être imaginée comme une «communauté» visant à améliorer collectivement le sort des acteurs du marché, elle était en même temps un «*terrain de chasse*»: «*Le sort de l'individu, sur le marché, est lié au destin de la nation. C'est par rapport à ce destin qu'il doit se situer, c'est dans son cadre qu'il rassemble ses expériences fondamentales dans la lutte pour la survie et c'est ainsi*

---

<sup>1</sup> Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «Etwas Besseres als die Nation», p. 48.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 48.

<sup>3</sup> Günther Jacob, «Ich-Identität und nationale Identität», in *Comités de salut public* (dir.), *Etwas Besseres als die Nation*, p. 70.

*qu'il forme son identité. Dans les situations de conflit, il doit servir la nation, et c'est également ainsi qu'il s'attend à être protégé par la nation. Le slogan "L'Allemagne pour les Allemands" ne signifie pas forcément "Les étrangers dehors", mais surtout "Les Allemands d'abord"<sup>1</sup> !»*

Les avantages concrets que l'on obtient dans cette lutte pour la survie comprennent, entre autres, les droits à l'emploi, au logement et aux services sociaux : *«Le passeport allemand et la "Loi sur les étrangers" déterminent en fait les chances des gens dans la vie. En mars 1993, le [ministère du Travail] a publié une directive contraignante selon laquelle les personnes titulaires d'un passeport allemand doivent être embauchées en priorité<sup>2</sup>.»*

La structure de l'État-nation et le pouvoir d'appartenance à la collectivité représentée par cet État entraînaient une pression structurelle pour saisir les avantages offerts, surtout en temps de crise. Comme l'écrivirent les Comités de salut public : *«Parce qu'être allemand procure un avantage compétitif tangible sur les "étrangers" à l'intérieur du territoire national, il devient plus attrayant, quand la conjoncture est défavorable sur le plan économique, de s'identifier publiquement avec son "ethnos"<sup>3</sup>.»*

Revenant sur le thème de l'unification politique et de l'homogénéisation de la citoyenneté, les Comités de salut public affirmèrent que l'État-nation libérait une dynamique qui produisait des *«racistes potentiels»* à partir de ses citoyens<sup>4</sup>. Cela pouvait fonctionner tant que les citoyens partageaient *«la fiction d'un Peuple unitaire, ayant une histoire commune, la même descendance et la*

---

<sup>1</sup> Wohlfahrtsausschuss Hamburg, «Etwas Besseres als die Nation», p. 50.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 50.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 50.

même “identité”, et qu’ils acceptaient de participer – en dépit d’une réalité hétérogène – à un processus d’homogénéisation des citoyens d’un pays<sup>1</sup>». En outre : «En fin de compte, on prétend que les frontières de l’État et les lignes de démarcation “ethniques” concordent précisément et que le Peuple n’est pas une communauté imaginaire d’individus atomisés, mais une communauté d’ascendance commune<sup>2</sup>.»

Parce que le citoyen «doit espérer que “son” Etat s’affirme à l’échelle internationale» et qu’il conserve son «statut mondial», écrivirent les Comités de salut public, le nationalisme provenait aussi de la dynamique internationale qui s’établissait entre États concurrents sur le marché mondial<sup>3</sup>. C’est pourquoi, affirmèrent-ils, «le racisme émerge de la vie quotidienne d’une nation exportatrice qui participe au marché mondial<sup>4</sup>».

Les Comités de salut public, qui se formèrent à partir d’un groupe de militants de la gauche extra-parlementaire et d’intellectuels publics, tentèrent de répondre à une urgence pratique et théorique : celle de combattre la résurgence nationaliste, la violence raciste et le «Compromis sur l’asile» prôné par le gouvernement. Intervenant dans les débats publics, construisant un mouvement à contre-courant de l’extrême droite, ce groupe chercha à influencer le cours des événements sociaux et politiques de l’époque.

Dans le cadre de cet engagement, ces militants élaborèrent et diffusèrent des analyses sur la relation entre le racisme et le nationalisme, et sur l’interaction dynamique entre les forces de l’État et de la société civile. Leur engagement les conduisit au-delà d’une simple opposition au nationalisme, vers une position qui rejetait la

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, p. 50.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 50.

<sup>3</sup> Günther Jacob, «Ich-Identität und nationale Identität», p. 62.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 48.



nation en tant que telle. Contrairement à ceux qui considéraient le nationalisme comme un simple conflit interethnique, les *Comités de salut public* cherchèrent à découvrir les motivations de ceux qui soulevaient «la question nationale». Pour ce groupe, le nationalisme émergeait de la structure sociale de la société capitaliste et de la réalité vécue au sein des États-nations ; il résultait non seulement des stratégies des élites qui voulaient manipuler les masses, mais aussi d'acteurs divers au sein des sociétés de marché. Leurs protestations politiques visaient des acteurs concrets, comme les skinheads néonazis, et des politiques concrètes, comme la Loi sur les étrangers, et, par leurs écrits, ils s'efforcèrent aussi d'établir des liens avec leur orientation théorique selon laquelle le nationalisme imprégnait toute la société.

## **ANNEXE : Anne Joly „Etwas Besseres als die Nation“ : Étude de cas**

*Les gauches radicales est- et ouest-allemandes à l'épreuve de la nation réunifiée (1985-1999) :*

[https://edoc.hu-](https://edoc.hu-berlin.de/bitstream/handle/18452/17996/joly.pdf)

[berlin.de/bitstream/handle/18452/17996/joly.pdf](https://edoc.hu-berlin.de/bitstream/handle/18452/17996/joly.pdf)

(...) A cette tournée participèrent des groupes de musiques très populaires dans la scène de gauche radicale ouest-allemande et au-delà, entre autres : *Blumfeld*, le groupe punk, *Die Goldenen Zitronen* ou encore *Die Sterne*. Cette tournée fut rondement menée, elle prévoyait l'intervention de 250 musiciens, intellectuels, artistes et militants antifa, intervenant dans un programme de conférences, de concerts, de manifestations dans les villes est-allemandes. Elle ressemblait étrangement à la tournée organisée parallèlement par la société civile dans le cadre des *Lichterketten*, les chaînes de lumière des «Allemands bien-pensants» protestant contre le racisme, où se produisit notamment le chanteur à succès Grönemeyer à Cologne.

Mais la tournée *Etwas Besseres als die Nation*, se concevait comme un pendant radical de cette manifestation antiraciste des Allemands «bien-pensants» et misait avant tout sur la rencontre Est/Ouest. La coalition d'artistes populaires dans la scène et de militants antiracistes et antifa avait tous les éléments pour devenir un mémorable «Event» politico-culturel. Ce fut un fiasco.

À la lecture du reader documentant après coup les différentes interventions des acteurs, l'on ne peut s'empêcher d'avoir un sentiment de déjà vu. Le groupe autonome LUPUS lors de la tournée, avait prit la parole pour s'attaquer aux structures patriarcales, et à l'autoritarisme de la scène, tandis qu'une militante féministe, elle-même issue du noyau du comité d'organisation de Hambourg, brocardait les «jeunes hommes éloquents» qui dominaient l'événement. En somme, il s'agissait des querelles internes et coutumières de la gauche radicale ouest-allemande.

Toutefois, les acteurs des nouveaux *Länder* troublèrent cet «entre soi» des militants ouest-allemands. Leur ton était nettement plus vindicatif, à l'encontre de cette tournée qu'ils jugeaient «impérialiste», et des normes culturelles de discussion qu'ils estimaient «élitistes».

Les militants est-allemands qui répondirent à l'invitation de leurs co-militants ouest-allemands étaient parfois issus de la scène punk et *antifa* qui s'était développée dans les dernières années de la RDA, ou bien alors des nouveaux groupes d'aide aux réfugiés notamment qui s'étaient multipliés depuis 1990. Outre le reproche du complexe de supériorité de la gauche ouest-allemande, l'un des visiteurs adressait après coup un rapport très critique au fanzine local *antifa* de Leipzig, le *KlaroFix*, il critiquait les «Ouest-allemands, si expérimentés et si savants, ainsi que la nature déplacée de leurs interventions, imposant des discussions sur les «concepts comme nation et peuple» et avaient un «monde conceptuel» („*Begriffswelt*“) qui était si différent du leur, qu'ils ne se comprenaient guère.

En effet, tandis que les acteurs ouest-allemands saisissaient la réalité à travers les catégories de «peuple» et de «populace» („*Mob*“), les acteurs est-allemands parlaient de «nos parents», «nos collègues», «nos voisins», et exprimaient ainsi leur solidarité avec d'autres «nous», à travers lesquels s'affirmaient des identités morcelées, mais est-allemandes. Les militants de l'Ouest s'irritaient quant à eux, de l'attitude des acteurs de l'Est, qu'ils accusaient d'innocenter les responsables de violences racistes, en faisant valoir les conditions sociales dans lesquelles ils vivaient. Si les militants de gauche à l'Est et à l'Ouest, estimaient avoir perdu, ne se reconnaissaient, ni les uns ni les autres dans le „*Wir sind ein Volk*“ de l'Allemagne unifiée, un conférencier est-allemand admettait que les acceptions du mot «peuple» demeuraient différentes à l'Est et à l'Ouest et que les Allemands de l'Est continuaient de lui associer la classe ouvrière. «Il est étonnant, notait une militante autonome de Leipzig par ailleurs, de voir comment l'on réussit, à l'aide d'une polémique antinationaliste nationaliste, à se placer en dehors de la société.»

Elle reprochait à ces militants ouest-allemands de prétendre s'exclure du collectif national alors même qu'ils affirmaient que la nation transpirait par «tous les pores de leur conscience». Cette militante active dans un groupe d'aide aux réfugiés, soulignait finalement le confort de leur discours, eux qui, grâce à leur «passeport vert», n'avaient pas à subir le sort des sans-patries, palestiniens, kurdes ou albanais. En somme, les rôles étaient relativement clairement partagés entre d'un côté les „*Ossis*“ qui se targuaient d'être ancrés dans la réalité, dans l'aspect pratique des choses, le réalisme politique et reprochaient aux *Wessis* leur utopisme pédant, et de l'autre, ces derniers, qui reprochaient aux premiers leur inexpérience,

leur côté petit-bourgeois et leur manque de radicalité.

Ici le conflit Est/Ouest connaissait une déclinaison propre, où des cultures entraient en collision. La gauche subculturelle ouest-allemande s'inspirait fortement d'une culture *underground* occidentale, et était fort éloignée de la culture est-allemande. Les acteurs est-allemands faisaient valoir leurs «expériences», alors que les membres ouest-allemands de cette gauche culturelle insistaient sur des «idées». Tout cela renforçait les préjugés réciproques d'une culture est-allemande provinciale, sourde à toute émancipation d'ordre culturel d'un côté, et d'une culture ouest-allemande hégémonique et peu en contact avec la «réalité» de l'autre. *Etwas Besseres als die Nation* : les militants de l'Ouest, suggérait le titre de leur tournée, avaient «quelque chose de mieux à proposer que la nation», à savoir : eux-mêmes. La tentation est grande en effet de rapprocher ce „Besseres“ – le mieux, du quolibet „Besserwessis“ – jeu de mots déjà évoqué entre Allemand de l'Ouest et „Besserwisser“ littéralement, «celui qui sait mieux».

L'entreprise de la gauche hambourgeoise se solda par un échec. Du moins, c'est le constat qu'en tirèrent, après coup, les acteurs eux-mêmes, parlant de l'indifférence, du «vide» qu'ils avaient rencontré. Toutefois ce constat d'échec mériterait d'être nuancé. Les traces qu'en portent le *KlaroFix* du centre *antifa* de Leipzig, le *Conne island*, sur lequel nous reviendrons, montrent que des graines fécondes y furent pourtant semées, mais qui germèrent dans les mois ou les années qui suivirent. Certains groupes est-allemands *antifa* continuaient de témoigner d'une ouverture à la culture protestataire ouest-allemande, notamment pour la retourner contre leur environnement immédiat, est-allemand. Sur le terrain des influences subculturelles, plus diffuses, moins directement confrontatives que dans la formation d'une organisation fédérale telle que celle de l'AA/BO *antifa*, des transferts avaient lieu.

Les temporalités de ces transferts étaient elles-mêmes plus distendues, ne se résumaient pas à celle d'un événement précis, comme celui de la tournée. Mais le conflit Est/Ouest se déclinait dans les différents lieux de la scène de gauche radicale : dans la lutte *antifa* autonome, au sein des groupes de la gauche dite «non dogmatique», dans les structures des *Infoläden* et dans les squats. Dans ces conflits s'exprimaient divers griefs, ayant trait aux différences de cultures politiques, au rapport à la conspiration et à la transparence, aux différences de mentalités également. A travers ces conflits, affleurerait

un reproche majeur de la gauche est-allemande envers la gauche ouest-allemande : le manque de confrontation avec le stalinisme. (...)

## 4.

# Perspectives antinationales

Les campagnes «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» et «Quelque chose de mieux que la nation!» furent parmi les premiers projets explicitement antinationaux qui émergèrent en Allemagne et jetèrent les bases d'une tendance antinationale qui continue à exister encore aujourd'hui. Mais qu'est-ce qui distingue précisément ces projets de la vieille position de la gauche sur la nation ? Quels sont les contours de la position antinationale aujourd'hui ? Et quelle pertinence une perspective antinationale pourrait-elle avoir pour les luttes anticapitalistes en dehors de l'Allemagne ?

### **La gauche allemande et le nationalisme avant 1989**

En rejetant absolument la nation, *Die Radikale Linke*, les *Comités de salut public* et les innombrables projets antinationaux qui les ont suivis proposèrent une rupture explicite avec les vieilles positions de la gauche sur «la question nationale». Pour l'ancienne et la nouvelle gauche, la relation à la nation était une relation positive (de soutien au «droit des peuples à l'autodétermination») et de coopération pacifique avec les autres collectivités nationales.

L'«internationalisme prolétarien» se concentrait sur les relations entre les groupes nationaux, et non sur la production et la reproduction de ces groupes eux-mêmes et leur existence structurelle dans les Etats-nations capitalistes. Le cri de ralliement du *Manifeste communiste* – «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!» – visait les antagonismes entre les travailleurs de différents pays (qui se traduisaient par des relations hostiles entre nations), mais ne visait pas les nations en tant que telles.

La nouvelle gauche allemande avait de fortes réserves à l'égard de toute vision positive de l'Allemagne. «*La prise de distance vis-à-vis de sa propre nation, écrivit Andrea Ludwig, fut constitutive de l'émergence du mouvement étudiant dans les années 1960*<sup>1</sup>. [...] *Au minimum, la majorité des Allemands toléraient les crimes nazis et ils n'étaient guère enclins à demander des comptes aux[criminels nazis] après 1945, ni à lancer un processus d'autocritique ; cette attitude influença beaucoup la politisation des étudiants. Rejeter tout ce qui était associé au mot "Allemand", c'était s'opposer de façon frontale au nationalisme allemand. Cela semblait être la conclusion logique d'une critique radicale de l'histoire du national-socialisme, de ses vestiges et de la prétendue "confrontation avec le passé", menée sans aucune conviction*<sup>2</sup>.»

Pourtant, malgré son rejet du national-socialisme, la nouvelle gauche n'affronta pas directement le nationalisme. En réalité, les positions nationalistes étaient assez répandues en son sein, bien que souvent refoulées. L'éminent leader étudiant de 1968, Rudi Dutschke, prônait une «réunification socialiste» de l'Allemagne de l'Est et de l'Ouest ; il établissait un «*lien entre la lutte nationale et la lutte des classes*» et cherchait à développer une «*conscience de soi nationale*<sup>3</sup>». Dutschke présentait l'Allemagne comme la victime d'une agression étrangère, déconnectant ainsi la division Est-Ouest de l'agression allemande pendant la Seconde Guerre mondiale. Il ne mentionnait ni le judéocide, ni le rôle des puissances alliées dans la libération de l'Allemagne du nazisme. Dutschke publia d'abord ces points de vue sous un pseudonyme et ne défendit ouvertement ces positions que dans les années 1970.

---

<sup>1</sup> Ludwig, «Die 'Neue Linke' und die Nation», p. 104.

<sup>2</sup> Ludwig, *op. cit.*, p. 104

<sup>3</sup> Kundnani, *Utopia or Auschwitz*, p. 149. *ibid.*, p. 104.

Pour beaucoup d'autres militants de la nouvelle gauche, l'affirmation d'une identité nationale allemande était bloquée depuis de nombreuses années. Pourtant, pendant ce temps, un «nationalisme de substitution» (*Ersatznationalismus*) se développa grâce au soutien aux mouvements de libération nationale dans le Sud. A gauche, l'objet refoulé de l'affirmation nationale et le nationalisme allemand ne réapparurent que bien plus tard<sup>1</sup>.

Dans les années 1980, l'absence de débat sur le nationalisme conduisit finalement à adopter le multiculturalisme comme une réponse à la montée du nationalisme allemand. Pourtant, cela ne fit que faire rentrer le nationalisme culturel par la fenêtre. «*Le problème posé par la nation, écrit Ludwig, ne vient pas du fait que l'on emploie des termes lourdement connotés comme la fierté nationale et la patrie. On peut facilement obtenir les mêmes résultats en utilisant une expression comme l' "identité collective" ou la catégorie de culture*<sup>2</sup>».

Dans ce contexte, les perspectives explicitement antinationales après 1989 représentèrent une rupture avec les traditions antérieures, et fournirent les prémices d'une nouvelle orientation. Mais quels furent les contours généraux de cette perspective antinationale ?

Bien que les campagnes «L'Allemagne ? Plus jamais ça» et «Quelque chose de préférable à la nation» aient ciblé différents aspects du nationalisme renaissant – *Die Radikale Linke* critiqua la dimension géopolitique et les *Comités de salut public* analysèrent le nationalisme de «ceux d'en bas» – les deux projets développèrent des critiques globales visant aussi bien l'Etat que la société civile.

La campagne «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» se concentra sur les aspects géopolitiques du nouveau consensus national : elle s'opposa à la reconstruction du pouvoir politique et de l'influence

---

<sup>1</sup> Ludwig, «Die 'Neue Linke' und die Nation», p. 100.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 103.



économique de la RFA après l'effondrement de la RDA ; elle combattit les tentatives d'une Allemagne de l'Ouest élargie qui voulait accroître son rôle au niveau international. L'accent fut mis sur le niveau de l'État-nation et la pertinence croissante d'un récit national pour ses objectifs politiques et économiques.

Les *Comités de salut public* et la caravane «Quelque chose de préférable à la nation» se concentrèrent sur le pic d'hostilité et de violence envers les immigrés au début des années 1990. Ils dénoncèrent la relation entre le nationalisme et le racisme des médias et de «ceux d'en bas», et leur interaction dynamique avec les politiques publiques (comme, par exemple, la réduction du droit d'asile).

La campagne «L'Allemagne ? Plus jamais ça ! !» ne se limita pas cependant à une critique d'ordre géopolitique : elle visait également la renationalisation de la société civile et le consensus sociétal qui avait rendu possible la «réunification». En d'autres termes, elle se concentra sur le consensus national allemand. Bernhard Schmid décrit ce «*consensus idéologique*» comme «*le point de départ du débat antinational<sup>1</sup>*».

De même, le travail des *Comités de salut public* ne se limita pas à la société civile. Ce groupe considérait que les événements politiques nourrissaient le nationalisme des classes populaires. La «réunification» et le récit national qui l'accompagna suscitèrent l'hostilité à l'égard de ceux qui étaient considérés comme extérieurs à la collectivité nationale et renforcèrent les conceptions patriarcales sur la manière dont cette collectivité devait être organisée.

Mais aucun des deux groupes ne s'arrêta là. Ils soulignèrent les liens entre le nationalisme dans l'Etat et la société civile, en expliquant la résurgence du nationalisme allemand par des facteurs politiques conjoncturels (comme, par exemple, la «réunification»). De

---

<sup>1</sup> Schmid, «Deutschland Reise auf die 'Bahamas'», p. 29.

plus, ils virent dans le nationalisme une composante centrale du fonctionnement normal de la société capitaliste. Pour eux, ce n'était un facteur pas aléatoire ni arbitraire, et il ne pouvait pas non plus être considéré comme une simple «fausse conscience». Les positions nationalistes dérivait de la structure des États-nations capitalistes – avec leurs marchés du travail compétitifs et leur concurrence internationale ; et ces caractéristiques devenaient explicites, se radicalisaient, et souvent se racialisait dans des contextes politiques concrets<sup>1</sup>. La lutte contre le nationalisme devait donc aussi viser la structure fondamentale de la société capitaliste dont le nationalisme était issu.

### **Contre la nation**

Les contours d'une orientation antinationale, à la fois pour *Die Radikale Linke* et les *Comités de salut public*, étaient définis par un **universalisme absolu, concret et négatif**. Le rejet **absolu** de la nation contrastait fortement avec les approches centrées sur la culture d'une identité post-nationale, transnationale ou européenne. Au lieu de soutenir une stratégie d'inclusion progressive et croissante, ils s'opposèrent catégoriquement à la nation, contestant ses motifs de légitimation et d'existence structurelle.

Leurs mobilisations ne cherchaient ni à contenir ni à humaniser une identité allemande quelconque, ni à la préserver en se

---

<sup>1</sup> Ce sujet deviendra à terme un débat central au sein du mouvement. D'une part, la critique antinationale visait à comprendre la présence normale du nationalisme comme un élément central de la société capitaliste, qui devient prééminente lors de conjonctures politiques particulières. D'autre part, la tentative historique du régime national-socialiste d'établir une «*Volksgemeinschaft*» (une communauté raciale fondée sur le sang et le sol), révèle la capacité des mouvements nationalistes de rompre avec certains aspects critiques du capitalisme, instituant des sociétés racialisées et autoritaires.

débarrassant de son «chauvinisme» ou de ses «excès» nationaux. Ces groupes ne défendirent pas une Allemagne plus «respectable» contre la frénésie nationaliste ; ils ne tentèrent pas non plus de la préserver ou de la protéger contre de «mauvais usages». Ils n'aspiraient ni à une identité collective post-nationale d'avant 1989, ni à une identité pré-nazie.

Si l'on peut trouver, dans les textes des antinationaux, quelques références éparses favorables au caractère «multinational» de l'Allemagne de l'Ouest, ou au multiculturalisme en vue de combattre une conception nationale ethniquement homogène, de telles déclarations furent marginales et largement absentes des positions théoriques sous-tendant les différents projets des antinationaux. (La seule mention éphémère de ces points de vue se trouve dans une courte déclaration intitulée «Document présentant quelques thèses sur les “minorités ethniques et nationales”»<sup>1</sup>. ) La plupart des antinationaux ne proposèrent ni ne soutinrent aucune identité collective alternative. Leur approche était strictement **négative**.

Ce rejet absolu de la nation ne déboucha pas sur une sur-identification aux sujets exclus de l'appartenance nationale, ou marginalisés par rapport à elle. En d'autres termes, malgré leur défense pratique et symbolique des demandeurs d'asile et des immigrés, ces groupes sociaux opprimés ne leur fournirent pas une identité de substitution, qui aurait remplacé l'identité allemande abhorrée, comme ce fut le cas des identités latino-américaines, asiatiques, africaines et arabes pour certains secteurs de la nouvelle gauche.

La critique antinationale était concrète parce qu'elle ne naquit pas de considérations théoriques abstraites, mais des luttes contre la montée du nationalisme allemand après 1989. Elle était également

---

<sup>1</sup> FreundInnenkreis der Radikalen Linken, Köln, Thesenpapier zum Thema 'Ethnisch-nationale Minderheiten», p. 166.

concrète en ce sens que les campagnes antinationales ne proposèrent pas une conception abstraite de l'humanité, mais répondirent à des menaces sociales aiguës au fur et à mesure qu'elles apparurent.

Les antinationaux s'opposaient aux restrictions conceptuelles, pratiques et juridiques qu'imposait l'organisation des nations. Leur pratique de la **négation** visait la forme nationale existante, telle qu'elle se présentait ; ils combattirent sa radicalisation et sa nouvelle ethnicisation au début des années 1990. Sur le plan culturel, les antinationaux voulaient déconstruire les récits culturels et historiques ; sur le plan étatique, ils s'opposaient à la limitation des droits civiques, aux frontières nationales et aux contrôles des migrations ; et dans la société civile, ils essayèrent de combattre la violence physique et les pratiques quotidiennes d'exclusion.

L'opposition sur le plan structurel se manifesta dans la campagne «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» contre la «Loi sur les étrangers» et d'autres politiques similaires de contrôle des migrations mises en place par l'Allemagne et la Communauté européenne. Les antinationaux rejetaient toute restriction des migrations ou des droits civiques et politiques pour ceux qui vivaient (ou souhaitaient vivre) en RFA. Les *Comités de salut public* défendirent également des revendications universelles inconditionnelles contre la réforme constitutionnelle du droit d'asile. Ces deux exemples illustrent qu'il s'agissait d'un universalisme négatif, opposé aux contrôles migratoires, aux frontières nationales et à une attribution différenciée des droits politiques.

Cet antinationalisme **concret**, négatif, universaliste, s'opposait fortement à un antinationalisme **abstrait**, universaliste, que l'on retrouvait dans de larges pans de la gauche. Prenons par exemple

l'approche du théoricien de l'autonomie George Katsiaficas à ce sujet<sup>1</sup>. Dans son livre sur les mouvements autonomes allemand et italien, Katsiaficas critique les autonomes allemands parce qu'ils se concentrèrent sur les particularités du nationalisme **allemand**. Selon lui, de tels efforts n'auraient servi qu'à confirmer ce nationalisme et auraient ainsi entravé le chemin vers la reconnaissance d'une «espèce universelle». Pour atteindre cet objectif, affirma-t-il, il aurait fallu «filtrer la dimension allemande» et souligner les capacités humaines universelles, au lieu d'identifier les particularités du nationalisme allemand.

Si la perspective antinationale considère le nationalisme comme un phénomène fondamentalement moderne lié à la société capitaliste, la position abstraite et universaliste de Katsiaficas traite le nationalisme comme un simple résidu des sociétés pré-modernes et précapitalistes. Selon lui, ce ne serait rien de plus que des «*vestiges culturels du tribalisme et de la superstition*» ou des «*vestiges psychologiques*» qui n'ont pas encore été transcendés par le progrès civilisationnel<sup>2</sup>. Certes, il est exact que le nationalisme s'enracine dans les formations sociales précapitalistes, mais cela n'explique pas comment il prospère dans les sociétés capitalistes et pourquoi il représente un élément essentiel de leur fonctionnement idéologique et structurel.

L'approche de Katsiaficas, comme celle de nombreux participants du mouvement autonome, contribua à minimiser le rôle croissant du nationalisme dans la période post-1989, ou à le réduire à un problème de néofascisme ou de racisme.

S'opposant à une telle approche, les antinationalistes intervinrent directement dans le contexte socio-historique et cherchèrent à

---

<sup>1</sup> George Katsiaficas, *The Subversion of Politics: European Autonomous Social Movements And The Decolonization Of Everyday Life* (AK Press, 2006).

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 181.

perturber sa trajectoire. Leur attitude contrastait fortement avec celle de ceux qui, prônant un universalisme abstrait, répondirent au nationalisme soit en fuyant la question, soit en niant son association avec la situation historique particulière de l'Allemagne à ce moment-là.

En effet, la critique antinationale s'adressait précisément à la politique et à l'histoire **allemandes**, afin de créer un mouvement antinational spécifiquement **allemand**. Comme l'expliquèrent Maria Baader et Gotlinde Magiriba Lwanga, il fallait «*se positionner enfin, en tant que femme, en tant que gauchiste, en tant qu'Allemande, en tant que Blanc ou Blanche, dans l'histoire*», ce qui impliquait spécifiquement de reconnaître que le nationalisme, le racisme et l'antisémitisme avaient «*une dynamique et une fonction dont nous sommes en partie responsables*»<sup>1</sup>. Pour les militants de la campagne «L'Allemagne ? Plus jamais ça !», une position antinationale ne constituait donc pas une abstraction, mais un retour concret au monde social où l'on vit. Suivant cette logique, ils cherchèrent explicitement à «*créer les bases d'un mouvement antinational allemand*»<sup>2</sup>.

Dans les deux campagnes, la perspective antinationale ne se limita pas à critiquer les aspects excluants d'une collectivité nationale délimitée, et en particulier l'exclusion des demandeurs d'asile et des immigrants non allemands de cette collectivité. Ces militants allèrent beaucoup plus loin puisqu'ils soulignèrent que le nationalisme avait des désavantages spécifiques, même pour certains de ceux qui appartenaient à la nation. C'est pourquoi *Die Radikale Linke* dénonça la montée du chômage des femmes à la suite de la privatisation des industries est-allemandes et leur réincorporation dans le pays par le biais du travail domestique non rémunéré.

---

<sup>1</sup> Baader and Lwanga, «Redebeitrag», p. 24.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 24, souligné dans l'original.

Le récit nationaliste contribuait à rationaliser cette division du travail et cette segmentation sociale selon les sexes, en présentant les femmes comme les gardiennes de la famille et aussi de la nation dans son ensemble. Cette répartition des rôles était soutenue par un discours patriarcal sur la différence des sexes et une gestion nationale qui visait à écarter plus facilement du marché du travail une main-d'œuvre prétendument superflue, et ce en invoquant les intérêts de l'économie nationale.

Dans leurs campagnes, les antinationaux soulevèrent également la question des différences de classe, faisant valoir que les travailleurs à bas salaires ne bénéficieraient d'aucun des avantages économiques de la «réunification». Sous le capitalisme, la «modernisation» implique forcément une polarisation sociale, mais on s'assure que la société consentira à ce projet en lui présentant la nation comme une communauté horizontale, et en prétendant : «Nous sommes tous dans le même bateau.»

L'accent mis sur les implications oppressives du nationalisme, même pour les «inclus», contrastait fortement avec les théories libérales du nationalisme définies comme le résultat de conflits interethniques. Les antinationaux considéraient le nationalisme comme un élément central de la production et de la reproduction des sociétés capitalistes modernes. Présent au niveau de l'État et de la société civile, ce phénomène servait à justifier les politiques publiques, la violence raciale et la répartition des rôles entre les sexes, ainsi que la construction d'une identité nationale personnelle.

Comme nous l'avons vu, la campagne «L'Allemagne ? Plus jamais ça ! !», considérait le nationalisme comme la composante narrative d'un État allemand élargi, intégrant l'Allemagne de l'Est. Pour les *Comités de salut public*, les récits nationaux étaient utilisés pour justifier l'exclusion de ceux qui n'appartenaient pas à la «communauté nationale», que ce soit par la violence directe dans la société civile ou par la force médiatrice de l'État.

### **Le capitalisme et l'État-nation**

Les participants des deux campagnes considéraient la nation comme une construction très moderne, plutôt qu'une constante transhistorique<sup>1</sup>. Citant parfois Benedict Anderson, ils décrivaient les nations comme des «*communautés politiques imaginées*»<sup>2</sup> : n'excluant pas les États-nations modernes, les nations étaient plutôt le produit du nationalisme et de l'État-nation<sup>3</sup>. En accord avec Ernest Gellner et Karl Marx, les antinationaux jugeaient que le nationalisme était étroitement lié à l'ordre social, voire le produit de celui-ci<sup>4</sup>. En réalité, les nations étaient des produits des nationalismes, et non l'inverse<sup>5</sup>.

On peut constater ici aussi l'influence d'Eric Hobsbawm et de sa vision de la nation. L'historien anglais était d'accord avec les théories modernes du nationalisme ; il percevait «*l'élément d'artefact, d'invention et d'ingénierie sociale qui entre dans la formation des nations*»<sup>6</sup>, mais il voyait aussi le rôle du nationalisme et de l'État-nation dans la production des nations : «*Je ne considère pas la "nation" comme une entité primaire ni comme une entité sociale immuable, écrivit-il. Elle appartient exclusivement à une période*

---

<sup>1</sup> Cf. Ernst Gellner, *Nations and Nationalism* (Cornell University Press, 2008), p. 6 [*Nations et nationalisme*, Payot, 1989], et Eric J. Hobsbawm, *Nations and Nationalism Since 1780: Programme, Myth, Reality* (Cambridge University Press, 1997), p. 9 [*Nations et nationalisme depuis 1780*, Gallimard, 1992].

<sup>2</sup> Anderson, *Imagined Communities*, p. 6. [*L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996.]

<sup>3</sup> Gellner, *Nations and Nationalism*, p. 54 [*Nations et nationalisme*, Payot, 1989].

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. xxii

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. xxii

<sup>6</sup> Hobsbawm, *Nations and Nationalism Since 1780*, p. 10 [*Nations et nationalisme depuis 1780*, Gallimard, 1992].



*particulière et historiquement récente. Elle n'est une entité sociale que dans la mesure où elle se rapporte à un certain type d'État territorial moderne, l'"État-nation", et il est inutile de discuter de la nation et de la nationalité sauf dans la mesure où toutes deux ont un rapport avec lui. [...] Bref, si on l'analyse, le nationalisme naît avant les nations. Les nations ne créent pas les États et les nationalismes, mais l'inverse<sup>1</sup>.»*

Le rôle du capitalisme au sein des États-nations modernes fut crucial dans la réflexion des antinationalistes sur le nationalisme. Pour eux, la logique compétitive de la société capitaliste était une source fondamentale du développement du nationalisme, dans la concurrence entre les individus sur le marché du travail national, comme entre les États-nations au niveau international. Cette concurrence étant aussi «ethnalisée», les classes populaires sollicitaient l'État pour qu'il préserve (ou distribue) des avantages à la «communauté nationale» dont il tirait sa légitimité.

Comme la nation était «*intrinsèquement limitée*<sup>2</sup>», ces mouvements refusèrent cette collectivité délimitée et l'attribution différenciée de droits politiques. En raison de leur vision de la relation étroite entre nationalisme, nation et État-nation, ils ne se contentèrent pas de critiquer le nationalisme comme une forme de sentiment national «excessif», ils rejetèrent l'État-nation en tant que forme spécifique de régime politique.

#### **La gauche et le peuple**

Vu le soutien général apporté par l'opinion publique à la «réunification», le mouvement antinational était profondément éloigné

---

<sup>1</sup> *Ibid.*, pp. 9-10.

<sup>2</sup> Anderson, *Imagined Communities*, p. 6. [*L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1996.]

de la population allemande et, à mesure que les attaques verbales et physiques contre les minorités augmentèrent au début des années 1990, cette relation se transforma en un conflit ouvert.

Habituellement, les mouvements sociaux soutiennent la «société» contre l'Etat, tout comme les mouvements ouvriers défendent les travailleurs contre le capital ; par conséquent le consensus national après 1989 jeta le désarroi parmi les militants de gauche. Les «masses» n'étaient pas simplement des victimes passives du capitalisme, elles participaient activement à sa formation et, dans certains cas, à des virages politiques profondément réactionnaires. Une politique réactionnaire pouvait émerger des classes populaires. Face à ce constat, comment la gauche devait-elle réagir ?

Pour les participants aux deux campagnes antinationales en Allemagne, la population n'était pas un simple objet gouverné par l'Etat, mais un conglomérat de sujets qui poussaient vers l'adoption de certains développements sociaux et politiques, ou les approuvaient. Plutôt qu'une force à mobiliser, son danger actuel en faisait presque une force à démobiliser et à combattre. C'est ce qui apparut le plus clairement dans la campagne «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» : au sein des mouvements sociaux, les antinationaux cherchèrent à construire un contre-pouvoir face à «la réunification» et à ses partisans dans la population.

Dans le cas des *Comités de salut public*, la relation avec la population fut plus complexe. A l'origine, ils employèrent une stratégie d'intervention culturelle, afin de soutenir les Allemands de l'Est qui voulaient construire une force politique pour s'opposer à la résurgence de l'extrême droite. Pourtant, quand ils dressèrent le bilan de leur campagne, ils constatèrent qu'ils avaient totalement échoué, que la population allemande était indifférente aux pogroms contre les demandeurs d'asile, les travailleurs étrangers sous contrat et autres «non-Allemands» – quand elle n'y avait pas participé. Ce constat créa une profonde méfiance envers les couches populaires, méfiance qui allait fortement influencer les projets de la gauche à l'avenir. D'une

certaine manière, ils perçurent la population allemande comme un obstacle aux objectifs progressistes ou émancipateurs et un objet qu'il fallait critiquer et auquel ils devaient s'opposer.

[...] Les campagnes [de *Die Radikale Linke* et des *Comités de salut public*] marquèrent le début d'une pratique antinationale. Ciblant différents aspects du nouveau «consensus national» après la chute du mur de Berlin, elles produisirent de nouvelles perspectives qui rompaient avec les approches précédentes sur les thèmes du nationalisme, de la nation et de l'État-nation<sup>1</sup>.

### **La crise économique mondiale aujourd'hui**

Immédiatement après l'effondrement financier de 2007/2008, les mouvements nationalistes grandirent. En Allemagne, les mouvements populistes «pro-Allemagne» gagnèrent en popularité avec l'aide de dirigeants politiques centristes qui accusèrent l'immigration d'avoir causé la prétendue chute du pays. Thilo Sarrazin, ministre social-démocrate des Finances de Berlin et président de la Banque centrale allemande, accusa les communautés turques et musulmanes d'Allemagne de provoquer la ruine économique et culturelle du pays.

Alors que la Grèce subissait durement la crise, la presse allemande lança une campagne ciblant les prétendues caractéristiques culturelles des Européens du Sud. Malgré des statistiques prouvant le contraire, les Grecs furent accusés de ne pas travailler assez, de prendre trop de vacances et de prendre leur retraite trop tôt<sup>2</sup>. Cette propagande faisait

---

<sup>1</sup> Cf. Andrea Ludwig, «Die 'Neue Linke' und die Nation: Über den linken Umgang mit dem Eigenen und dem Fremden», in Giuseppe Orsi et al. (dir.), *Rechtsphilosophische Hefte*, vol. 3, Peter Lang, 1994, pp. 103-117.

<sup>2</sup> Cette campagne culturelle nationaliste et les racines actuelles de la crise sont bien expliquées dans le texte de Stephan Kaufmann, «'Sell Your Islands, You Bankrupt Greeks': 20 Popular Fallacies Concerning the Euro Crisis», Rosa Luxemburg Stiftung, 2011

partie de la stratégie de gestion de la crise par le gouvernement allemand au niveau de la Communauté européenne ; il fallait imposer des mesures d'austérité drastiques à la population des États du Sud, limiter les droits démocratiques et installer des dirigeants technocratiques aux commandes.

En Norvège, cette ligne anti-immigrés et social-chauvine aboutit à une violence directe lorsque Anders Behring Breivik ouvrit le feu sur des jeunes participant à un camp d'été du Parti travailliste norvégien. Pour Breivik, l'influence du «marxisme culturel» (terme codé pour désigner généralement la gauche juive) sur le parti social-démocrate était à l'origine de son soutien au multiculturalisme et aux «politiques libérales d'immigration», responsables de la «chute de l'Europe chrétienne».

L'Angleterre connut également sa réponse nationaliste à la crise, avec le slogan «*Des boulots britanniques pour les ouvriers britanniques*» qui apparut dans les manifestations de grévistes de la construction, qui protestaient contre le dumping salarial organisé par les multinationales en utilisant de la main-d'œuvre étrangère. Même si des militants d'extrême droite introduisirent ce slogan dans les luttes ouvrières, il avait été lancé au départ par le Premier ministre travailliste. Gordon Brown cherchait à reconquérir les électeurs conservateurs de son parti, qui avaient dérivé vers l'extrême droite, et à permettre aux Britanniques de sortir du «chômage» en leur accordant des avantages sociaux par rapport aux autres travailleurs européens.

Les États-Unis connurent également une renaissance du nationalisme avec le mouvement populiste du Tea Party. Les changements démographiques et surtout l'arrivée au pouvoir de Barack Obama furent dénoncés comme les causes de la récession. En

---

<https://www.rosalux.de/en/publication/id/5119/sell-your-islands-you-bankrupt-greeks> .

conséquence, les victimes de la crise devaient payer à nouveau, cette fois en réduisant l'assistance-chômage, les aides sociales et l'éducation publique, et en annulant les réformes du système de santé mises en œuvre par Obama.

Les éléments racistes du mouvement du Tea Party défendirent aussi un projet d'austérité néolibérale. Par exemple, ils soutinrent que les coupes budgétaires ne devaient pas s'appliquer aux programmes gouvernementaux de soins de santé et de retraite concernant les retraités... blancs, pourtant mieux lotis que les autres<sup>1</sup>. Dans certains cas, la réaction des Blancs au sein du mouvement du Tea Party apparut explicitement, par exemple, lorsque le très populaire animateur de radio et commentateur de la télévision, Glenn Beck, présenta l'extension de la couverture santé à des millions de personnes sans assurance maladie comme des «réparations pour l'esclavage<sup>2</sup>».

[...] Certains participants du mouvement Occupy spéculèrent sur la politique nationaliste du mouvement du Tea Party, et virent les germes d'un mouvement progressiste dans cette prétendue rébellion anti-gouvernementale. Le magazine *Adbusters*<sup>3</sup> envisagea que le

---

<sup>1</sup> Cf. Chronic Condition Data Warehouse, «Medicare Enrollment by Race, 1999-2009» (<http://www.ccwdata.org/summary-statistics/demographics/a1-race-1999-2009.htm>).

<sup>2</sup> Glenn Beck, «Is Massive Health Care Plan Reparations?» 23 juillet 2009 (<http://www.glennbeck.com/content/articles/article/198/28317/>).

<sup>3</sup> Si l'on en croit le site *Formes vives*, «*Adbusters a été créé en 1989 (et reste basé) à Vancouver, par le duo de documentaristes Kalle Lasn et Bill Schmalz. C'est une association couplée à un magazine, clairement anticapitaliste, anti-consumériste, écologiste et à but non lucratif. Il se présente comme «un réseau global d'artistes, d'activistes, d'écrivains, de farceurs, d'étudiants, d'enseignants et d'entrepreneurs qui veulent entraîner le nouveau mouvement de l'activisme social à l'ère de l'information». Sa vocation explicite est d'affronter les structures du pouvoir — à commencer par les*

mouvement Occupy pourrait «transcender» le Tea Party sans l'affronter directement. De même, les organisateurs de l'«*US Day of Rage*<sup>1</sup>» appelèrent «la nation» à se rebeller contre «l'élite», pour récupérer «les institutions américaines» usurpées par les «oligarques» et les «kleptocrates», faisant ainsi écho aux slogans de la droite conservatrice, qui voulait «reprendre en main le pays» et restaurer l'Amérique comme une «grande nation».

En 2011, les mouvements internationaux de protestation révélèrent qu'une renaissance mondiale de la gauche était possible : ces mouvements commencèrent en Tunisie et en Égypte, touchèrent l'Espagne, la Grèce et le Portugal, s'étendirent de l'autre côté de l'Atlantique jusqu'aux États-Unis, provoquant des grèves étudiantes généralisées au Chili et inspirant des protestations massives en Israël. Mais ces mobilisations risquaient aussi de réaffirmer le cadre national comme stratégie pour «résoudre» la crise mondiale.

La gauche doit donc analyser cette menace, critiquer ses expressions particulières dans des contextes distincts et la contrer par des projets politiques concrets.

---

*multinationales et l'Etat. La principale activité d'Adbusters est un magazine bimestriel anglophone, avec un tirage autour de 60 000 exemplaires (d'après leur site). Chaque numéro est édité dans une version américaine, canadienne, australienne, anglaise et internationale. En France, on peut voir dans le journal La Décroissance une sorte de cousin (dans les sujets abordés).» (NdT).*

<sup>1</sup> Il s'agit sans doute de la journée de protestation contre Wall Street et la finance internationale organisée en 2011 par le SEIU (Union Internationale des Employés des Services, qui compte deux millions de membres) et des collectifs non violents. Objectif : inciter à une grève des paiements des prêts étudiants et des hypothèques et à un boycott des banques, notamment la J.P. Morgan Chase Bank. Pour plus d'informations : <https://canadafreepress.com/article/seiu-plans-days-of-rage-against-wall-street> (NdT).

La difficulté est que le nationalisme est facile à détecter lorsqu'il s'exprime en termes ethniques ou raciaux explicites, et difficile à saisir lorsqu'il se manifeste sous des formes culturelles ou en adoptant le langage de la «société». Par exemple, quelle est aujourd'hui la forme dominante que prend le nationalisme au quotidien ? Joachim Hirsch l'appelle «*l'État national concurrentiel*» ; il désigne ainsi les efforts de l'État pour «*mobiliser toutes les forces productives face à la concurrence internationale*<sup>1</sup>».

C'est précisément cette forme de nationalisme que *Die Radikale Linke* ciblait lorsqu'elle critiquait la façon dont le travail domestique non rémunéré se développait comme une solution face à la hausse du chômage féminin après la privatisation de l'économie est-allemande. Dans cette situation, l'Etat mobilisait toutes les forces productives au service de l'économie nationale.

[...] Ce type de processus fait partie intégrante des sociétés capitalistes d'aujourd'hui et est présent dans les stratégies de gestion des crises dans de nombreux contextes nationaux, même si l'on n'a pas recours explicitement à des termes ethniques ou raciaux.

[...] C'est ici que le «Bloc social révolutionnaire et antinational» de 2009 en Allemagne pourrait être instructif. Le Bloc n'a pas ciblé les politiques migratoires d'Oskar Lafontaine en les présentant comme étant uniquement ses conceptions personnelles, mais plutôt comme le résultat logique d'une politique subordonnée à l'État-nation. Tout en ne s'opposant pas à la concurrence capitaliste mondiale, l'Etat promeut toujours les intérêts nationaux et l'économie nationale. Pour cela, il fait appel à l'identité commune de ses citoyens nationaux, il les oppose aux «non-nationaux» et lie l'amélioration de situation matérielle de ses sujets au succès de l'économie nationale sur le

---

<sup>1</sup> Joachim Hirsch, «Globalization of Capital, Nation-States and Democracy», *Studies in Political Economy* n° 54, printemps 1997, pp. 39-58.

marché mondial. Bref, on ne peut s'émanciper de la société capitaliste sans combattre le nationalisme et abolir l'État-nation.

Mais une telle position ne fournit pas une recette facile aux mouvements anticapitalistes, que ce soit en Allemagne ou ailleurs.

Les campagnes antinationales contre la résurgence du nationalisme dans l'Allemagne «réunifiée» au début des années 1990 lancèrent un défi majeur aux anciennes positions de la gauche sur le nationalisme ; elles remirent en question des notions romantiques comme celles du «peuple» et le soutien aux «nations» comme étant une force potentielle favorable à un changement social progressif. Elles marquèrent une rupture nette avec l'internationalisme prolétarien de la vieille gauche et le soutien de la nouvelle gauche aux mouvements de libération nationale.

Pourtant, la critique acerbe de la vision progressiste simpliste de «la nation» et de la romantisation tout aussi dogmatique du «peuple» ne donnèrent pas naissance à une nouvelle idéologie dogmatique dans les campagnes «L'Allemagne ? Plus jamais ça !» et «Quelque chose de préférable à la nation». Bien qu'ils aient été profondément méfiants envers la population allemande au moment de la réunification, les antinationaux ne la diabolisèrent pas pour autant. Ils adoptèrent une distance critique et présentèrent une critique contextualisée.

De même, malgré leur orientation critique à l'égard de l'État, ils n'ont pas défini de position «antinationale» claire sur la manière de traiter cette question. Alors que le «Bloc social révolutionnaire et antinational» et les groupes similaires proposèrent un rejet absolu de l'Etat au motif que celui-ci était uniquement un appareil réactionnaire au service du Capital, d'autres antinationalistes soulignèrent le caractère conflictuel de l'appareil d'Etat, la relative autonomie ou la contingence de la politique et la possibilité d'intervenir sur le terrain de l'Etat à des fins émancipatoires. Tout comme la critique des attitudes des classes populaires, celle de l'État ne s'inscrit pas nécessairement dans une idéalisation de celui-ci comme outil révolutionnaire.



[...] En éclairant certaines parties de l'histoire de la gauche antinationale allemande, j'espère avoir fait connaître la manière dont elle a réagi face aux différentes formes de nationalisme, afin d'accroître le dialogue international à ce sujet et d'apporter un éclairage potentiel aux débats nécessaires dans différents pays.

Cette démarche n'implique pas d'adopter purement et simplement les positions développées en Allemagne et de les transplanter dans d'autres contextes nationaux. [...] Ce livre cherche à encourager les anticapitalistes d'autres pays à affronter de nouvelles questions difficiles, qui pourraient conduire à des pistes productives vers une société émancipatrice, au-delà du capitalisme, de l'Etat et de la nation.